

ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Les bons points de la Banque mondiale

L'Algérie dispose de trois leviers - énergétique, minier et agricole- pour se développer davantage. Si les performances de l'économie algérienne en 2024 sont globalement satisfaisantes, malgré les chocs externes et internes successifs depuis 2020, des réformes engagées se sont avérées nécessaires pour renforcer les perspectives de croissance à moyen terme. De plus, les performances macroéconomiques de l'Algérie en 2024 reflètent clairement l'option, à court terme, de la croissance par l'endettement. P 3



RÉFORME DU SYSTÈME DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES

Le chantier «est toujours ouvert»

La Directrice de la vie étudiante au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), Assia Sahraoui, a indiqué, hier, que la réforme du système des œuvres universitaires, amorcée depuis deux ans, est toujours en cours.

P 2

INTÉGRATION DE L'IA DANS L'ÉCONOMIE, INNOVATION, COMPÉTITIVITÉ

L'Algérie adopte une stratégie nationale

L'Algérie se positionne aujourd'hui comme un acteur clé dans la transformation numérique du continent africain. Avec le lancement de sa première stratégie nationale pour l'intelligence artificielle, le pays amorce un tournant décisif dans son développement technologique. Cette initiative ambitieuse repose sur des axes stratégiques solides visant à intégrer l'intelligence artificielle dans divers secteurs économiques, stimuler l'innovation et renforcer la compétitivité à l'échelle nationale et régionale, comme l'a expliqué Nassima Arhab, Secrétaire Générale du Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises.

P 5

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Les recommandations de la 3e édition

La 3e édition de la Conférence africaine des start-up, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a pris fin, samedi soir à Alger. Lors de cette rencontre qui s'est tenue au Centre international de conférences (CIC), sous le thème "Ré-imaginer l'Afrique grâce à l'intelligence artificielle", les participants ont examiné, trois jours durant, les opportunités et défis liés au développement de l'intelligence artificielle en Afrique.

P 5

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE MANAGEMENT
DES TRAVAUX PUBLICS

**Un outil stratégique
pour relever les défis
du secteur** P 2

L'ALGÉRIE PARTICIPE À LA 26^e RÉUNION
MINISTÉRIELLE DU GECF

**Engagement total pour la
concrétisation des objectifs
du Forum** P 3

UNE RENCONTRE NATIONALE
EST PRÉVUE MARDI À DJELFA

**La santé animale dans
les régions steppiques
en débat** P 16

MINISTÈRE DES
TRANSPORTS

Visite inopinée
du ministre Sayoud
au Port d'Alger

Le ministre des Transports, M. Said Sayoud, a effectué, hier dimanche, une visite inopinée au port d'Alger, a indiqué le ministère dans un communiqué. Une visite qui s'inscrit, précise-t-il, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des directives et des orientations faites lors des dernières réunions de coordination et lors de sa dernière visite au port d'Alger, en plus du suivi des travaux de réaménagement des quais numéros 19, 19, 20 et 21 et du projet pour la réhabilitation de la façade du port d'Alger. Le communiqué ajoute que le ministre Sayoud a ouvertement exprimé son mécontentement et s'est dit insatisfait de certains aspects au niveau du port d'Alger et a ordonné la mobilisation de l'ensemble des parties concernées pour solutionner ces problèmes et lever les contraintes signalées. Au cours de cette visite, le ministre des Transports a marqué une halte au niveau du dock de l'Entreprise de réparation navale (ERENAV), et a également inspecté la gare maritime pour le transport des voyageurs. « Sur place le ministre des Transports a instruit les responsables du port d'Alger pour prendre en charge les voyageurs, notamment les membres de la communauté nationale établie à l'étranger tout en soulevant le niveau de coordination avec l'ensemble des parties prenantes » ajoute enfin la même source.

R. E.

RÉFORME DU SYSTÈME DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES

Le chantier «est toujours ouvert»

La Directrice de la vie estudiantine au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), Assia Sahraoui, a indiqué, hier, que la réforme du système des œuvres universitaires, amorcée depuis deux ans, est toujours en cours.

Par Sirine R

Elle a rappelé que sur instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, « nous avons entrepris de revoir ce système. Le chantier est ouvert depuis déjà deux ans et rien ne se fera sans l'accompagnement des acteurs de cette réforme qui sont l'office national des œuvres universitaires (ONOU), les partenaires sociaux, les organisations syndicales et autres concernés ce créneau des œuvres universitaires ». Questionnée sur la qualité de vie au niveau des cités universitaire, Mme Sahraoui a assuré, dans une déclaration à la radio nationale « chaîne III », que l'hébergement a été amélioré, considérablement, surtout après l'intégration de la numérisation grâce à laquelle l'étudiant n'a plus besoin de se déplacer pour demander sa chambre, grâce à la plate-forme progres. En outre, poursuit-elle, énormément de choses ont été faites durant les cinq dernières années avec le renouvellement des kits d'hébergement après l'acquisition de 80.000 lits. « Des opérations de maintenance ont également été menées après l'acquisition des batteries de cuisine, sans oublier les for-

mations destinées aux agents dédiés à cette tâche », a-t-elle ajouté.

Le problème de la surcharge réglé

Pour ce qui est de la surcharge des cités universitaires, l'intervenante a indiqué que le problème se pose principalement à Alger. Les résidences universitaires de la capitale accueillent, selon elle, 13.292 étudiants, sur les 145.000 résidents universitaires à travers l'ensemble du territoire national. En revanche, la directrice de la vie estudiantine au MESRS n'a pas nié le fait que quelques problèmes se sont posés durant l'actuelle rentrée universitaire, essentiellement dans les cités de jeunes filles de Ben Aknoun et de Saïd Hamdine, où la moyenne était de 6 étudiantes par chambre. « Le problème a été résolu par la suite et la moyenne est aujourd'hui de trois à quatre étudiantes par chambre », a-t-elle souligné. L'intervenante a fait savoir aussi que grâce au dossier "indus occupants", beaucoup de chambres ont été libérées, chose qui a permis de mettre les étudiants dans des conditions meilleures, en annonçant que 19 résidences universitaires ont été ré-

ceptionnées en 2023, à travers tout le territoire national, et quelles sont en cours d'équipements.

L'ONOU fait de son mieux pour assurer la sécurité des étudiants

Interrogée sur l'amélioration de la sécurité dans les cités universitaires et dans les universités, Mme Sahraoui a rappelé tout ce qui a été fait à ce jour pour assurer la sécurité des étudiants, estimant, toutefois, que nul n'est à l'abri d'un incident. « Il n'y a jamais de risque zéro, cependant, l'ONOU, chargé de la gestion des œuvres universitaires fait de son mieux pour assurer la sécurité des étudiants », a-t-elle affirmé. Poursuivant son argumentaire, l'invitée de la Chaîne 3 a fait savoir que l'éclairage a été renforcé au niveau des cités universitaires. Ces lieux sont également dotés de 7.000 caméras de surveillance et d'un système de reconnaissance faciale placé à l'entrée des résidences. De plus, ajout le ministère de l'Enseignement supérieur s'est attaché les services de sociétés privées de gardiennage, en appui au travail déjà réalisé par les agents de sécurité, et ce, pour garantir une sécurité maximale.

ECOLE SUPÉRIEURE DE MANAGEMENT DES TRAVAUX PUBLICS

Un outil stratégique pour relever les défis du secteur

Par R. E.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhoukh, a affirmé, samedi, lors de l'inauguration de l'Ecole supérieure de management des travaux publics (ESMTP), que cette nouvelle structure sera un outil "stratégique" qui permettra au secteur de relever les défis liés notamment aux programmes des chemins de fer, des travaux maritimes, des routes et de la maintenance des structures. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Rekhoukh a précisé que cette établissement de formation, réalisé à Sidi Abdallah (Ouest d'Alger), "accompagnera le secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base pour relever les défis de l'heure en matière de réalisation des infrastructures de base, en encadrant des ressources humaines

de haut niveau et en développant les capacités de gestion des grands projets du secteur, conformément aux exigences actuelles". L'Ecole assurera une formation "de qualité et de haut niveau" au profit des cadres du secteur dans le domaine des capacités techniques et de gestion, selon le ministre qui a mis en avant "les grands pas" franchis par l'Algérie en matière de développement des infrastructures au cours des dernières années. Le secteur place de "grands espoirs" dans le rôle de l'école, pour permettre aux gestionnaires de "trouver de nouvelles approches et solutions à même de répondre aux problématiques soulevées en termes de durabilité des routes, à l'instar des routes sahariennes, ainsi que l'effet de la surcharge des véhicules de poids lourd sur les routes, notamment au niveau de l'autoroute est-ouest". L'école veillera également "à

former des gestionnaires pour superviser des projets complexes, l'objectif étant de trouver des solutions adaptées permettant de renforcer les capacités en matière de réalisation des projets", ajoute M. Rekhoukh, soulignant que le secteur tend à accompagner cette école pour "relever le défi et concrétiser le programme ferroviaire national décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Le secteur aspire à atteindre 15000 km de voies ferrées à l'horizon 2030, d'où l'importance de "la mise à niveau de la ressource humaine en matière de pilotage des projets, de la conception à la réalisation, en tenant compte de la spécificité de ce type de structures, notamment en termes l'ingénierie et de systèmes de signalisation", précise le ministre. A cet égard, il a souligné que l'école œuvrera "à accompagner les groupes publics récemment créés, en

l'occurrence le groupe public de construction ferroviaire (GCF) et le groupe public de travaux maritimes (GTM), à travers le renforcement des mécanismes de formation des cadres et des capacités nationales de réalisation, deux fondements essentiels à la réalisation des grands projets ferroviaires et des structures maritimes". La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de membres du parlement, de cadres du secteurs, ainsi que du chargé d'affaires de l'ambassade de la République populaire de Chine à Alger, Zhao Pingsheng. M. Pingsheng a affirmé que son pays tend à renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays dans divers domaines y compris le secteur des travaux publics, rappelant que 200 cadres algériens, des ingénieurs et des techniciens en travaux publics, avaient bénéficié d'une formation en Chine.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ECONOMIE ALGÉRIENNE

Les bons points de la Banque mondiale

L'Algérie dispose de trois leviers - énergétique, minier et agricole- pour se développer davantage. Si les performances de l'économie algérienne en 2024 sont globalement satisfaisantes, malgré les chocs externes et internes successifs depuis 2020, des réformes engagées se sont avérées nécessaires pour renforcer les perspectives de croissance à moyen terme. De plus, les performances macroéconomiques de l'Algérie en 2024 reflètent clairement l'option, à court terme, de la croissance par l'endettement.

Par Réda Hadi

D'après les derniers indicateurs macroéconomiques du FMI, la croissance économique devrait atteindre 3,8%, principalement soutenue par l'agriculture, l'industrie, la construction et les services, tandis que le secteur pétrolier ne connaîtrait qu'une augmentation de 2,7%. Mais pas que le FMI, la Banque mondiale aussi, par la voix du vice-président de la Banque mondiale (BM) pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), Ousmane Dione, souligne son satisfecit, et affirme que l'Algérie est en train de progresser de manière tout à fait positive.

Invité par nos collègues de la radio nationale, ce responsable dit que «La situation économique de l'Algérie est bonne et saine et qu'il est important de féliciter les autorités algériennes par rapport aux résultats qu'elles sont en train d'enregistrer. Et de reconnaître que depuis 2021, l'économie algérienne a enregistré une reprise vigoureuse.

L'importance stratégique d'améliorer la collecte de données pour soutenir la diversification de la croissance en Algérie a été mise en avant comme une priorité dans les derniers rapports de la Banque mondiale sur le pays. Des données améliorées et transparentes permettront une meilleure compréhension de la dynamique économique du pays, ouvrant ainsi la voie à des opportunités accrues pour l'élaboration de politiques efficaces.

Or de ce point de vue, le responsable de la Banque Mondiale, les réformes engagées sont probantes, et pour lui il faudra la féliciter pour ces progrès et l'inciter à continuer à aller de l'avant.

Certes l'Algérie a entrepris des réformes en pro-

fondeur, tant structurelles qu'économiques, à commencer par l'assainissement du climat des affaires, la numérisation entre autres, ce qui a été un impact positif de la stabilité institutionnelle du pays sur la situation économique globale, et cette stabilité a permis d'impulser un véritable dynamisme économique et la mise en œuvre de réformes structurelles appropriées, sur des bases modernes, d'autant plus que de nombreux indicateurs confirment que notre pays se redresse économiquement, grâce à la politique rationnelle adoptée.

Une situation confirmée par ce responsable de la BM, chiffres à l'appui, a notamment cité «un taux de croissance de 3,9% à 4% par an, réalisé par l'économie algérienne après l'épidémie du Covid, une croissance aujourd'hui mieux stabilisée et qui continue à croître.

Cette croissance, poursuit-il, est «soutenue, en large partie, par les hydrocarbures des exportations», saluant aussi «l'effort constaté en termes de diversification, avec des recettes (hors hydrocarbures)». Il a également fait observer «le solde positif de la balance courante depuis 2022», et «la hausse des réserves de change de l'Algérie, pour se situer aujourd'hui à l'équivalent de 16 mois d'importations».

Une inflation maîtrisée et une politique sociale remarquable

Quand au taux d'inflation, le vice-président de la BM estime que «la phase inflationniste a été bien maîtrisée» en Algérie, faisant remarquer que «les prix sur le marché algérien sont beaucoup plus abordables comparés aux prix mondiaux». La hausse du déficit budgétaire est d'ailleurs engendrée, soutient-il, par «les différentes interventions de l'Etat destinées à soutenir et à

préserver le pouvoir d'achat des Algériens».

Pour lui, cette politique sociale de l'Etat est «importante et intéressante dans le contexte mondial actuel où il n'y a pas beaucoup de pays qui peuvent se permettre d'investir autant pour soutenir le pouvoir d'achat de leurs populations».

Celui-ci, s'est notamment réjoui de «l'ouverture du marché, de la compétitivité, la stabilité macroéconomique, un cadre où les IDE se sentent de plus en plus à l'aise, le développement des infrastructures et le développement régulier de certain +secteurs niches+ comme l'agriculture, le tourisme, le digital et les startups». Il a également évoqué la qualité de la qualification des Algériens, notamment dans le secteur des hydrocarbures.

Le représentant de l'institution internationale a cependant attiré l'attention sur la nécessité de renforcer les efforts en matière de marketing et de communication sur ces progrès. «Les chiffres parlent d'eux-mêmes, mais il faut plus d'effort de marketing pour faire connaître les progrès réalisés par l'Algérie. A titre d'exemple: de grandes performances ont été réalisées par le pays en matière de dessalement de l'eau de mer, des réalisations qui restent malheureusement inconnues par beaucoup de gens», a-t-il regretté.

Mettant, d'autre part, l'accent sur la place stratégique de l'Algérie en Afrique, M. Dione a invité le pays à exploiter sa position géographique pour pouvoir renforcer les échanges économiques, commerciaux et technologique avec les pays africains, afin de consolider sa position en termes d'exportation, d'attirer des investissements et des technologies nouvelles.

L'ALGÉRIE PARTICIPE À LA 26^e RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GECF

Engagement total pour la concrétisation des objectifs du Forum

L'Algérie a réaffirmé, dimanche à Téhéran, lors des travaux de la 26^{ème} réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), son engagement total pour la concrétisation des objectifs du Forum ainsi que son attachement à défendre la souveraineté des Etats membres sur leurs ressources naturelles et à promouvoir le développement durable, indique un communiqué du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables. Lors de sa participation aux travaux de la réunion en sa qualité de représentant du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, en présence du Président directeur général (PDG) de Sonatrach, Rachid Hachichi, le Secrétaire général du ministère, Abdelkrim Aouissi, a affirmé que "l'Algérie, en tant que membre actif du Forum, accorde une grande importance au renforcement de la coopération entre les Etats membres, notamment face aux défis auxquels est confronté le secteur énergétique mondial", précise le communiqué.

Lors de la séance d'ouverture de la réunion ministérielle présidée par le ministre du Pétrole iranien, Mohsen Paknejad, M. Aouissi a rappelé le grand succès réalisé par le 7^e Sommet des chefs

d'Etat et de gouvernement des pays membres du GECF, organisé par l'Algérie en mars 2024, affirmant que la Déclaration d'Alger adoptée lors du sommet représente une feuille de route ambitieuse pour réaliser une vision commune d'un avenir énergétique durable dans lequel le gaz naturel joue un rôle crucial. Le Forum, en tant que plateforme mondiale de dialogue sur les questions énergétiques, continue de renforcer sa position stratégique avec l'augmentation des adhésions, ce qui contribue à promouvoir le gaz naturel comme une solution pratique pour assurer l'équilibre entre la sécurité énergétique et la durabilité environnementale, a-t-il dit, qualifiant le gaz naturel d'énergie vitale pour un avenir plus propre et plus prospère. Il a souligné que la demande mondiale de gaz naturel devrait augmenter de 34 à 36 % d'ici 2050, ce qui confirme, selon lui, le rôle central de cette énergie dans la satisfaction des besoins énergétiques croissants au niveau mondial. Le responsable a, également, mis en lumière l'importance des contrats à long terme indexés sur les prix du pétrole, soulignant qu'ils constituent des outils stratégiques pour renforcer la sécurité énergétique et répartir équitablement les risques entre producteurs et consommateurs, tout en favorisant des investis-

sements durables et des partenariats équitables dans le secteur gazier. Evoquant le rôle de l'innovation technologique dans la réalisation des objectifs énergétiques, M. Aouissi a mis en avant les efforts de l'Algérie pour appuyer le secrétariat du Forum dans l'accélération de la mise en œuvre de l'Institut de recherche sur le gaz (GRI), basé à Alger. Cet institut est appelé à remplir pleinement ses missions et de répondre efficacement aux objectifs ambitieux définis dans ses statuts afin de l'ériger en centre pour le développement des technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone, la réduction des émissions de méthane, et l'exploration des potentialités du gaz naturel comme énergie d'avenir.

Il a, en outre, salué le "rôle pionnier et le dévouement" du SG du Forum, Mohamed Hamel, qui a contribué au renforcement de la position internationale du Forum par l'élargissement de ses membres, l'établissement de partenariats stratégiques et le soutien à l'innovation technologique. Par ailleurs, M. Aouissi a exprimé sa gratitude et ses remerciements à la République islamique d'Iran pour l'accueil chaleureux et l'organisation exemplaire de cet événement important.

R.E.

AUTOROUTE EST-OUEST

Lancement des opérations de maintenance des tronçons endommagés

L'Algérienne des Autoroutes (ADA) a lancé des opérations de maintenance sur les tronçons endommagés de l'autoroute Est-Ouest, notamment dans les wilayas de Constantine, Bordj Bou Arreridj, Bouira, Ain Defla et Sidi Bel Abbès, a indiqué le directeur général de l'entreprise, Said Si Chouaib.

Dans une déclaration à l'APS, M. Si Chouaib a précisé que l'entreprise a désigné les sociétés chargées des travaux de maintenance, ajoutant qu'un ordre de service (OS) a été délivré pour entamer les travaux dans le tronçon de la wilaya de Bordj Bou Arreridj.

Concernant le tronçon reliant la limite administrative de Bordj Bou Arreridj à la wilaya de Skikda, le responsable a précisé que le contrat est en phase finale et que l'ordre de service sera donné, dans les prochaines semaines, à l'entreprise désignée.

Dans le même contexte, les démarches pour la maintenance du tronçon de la wilaya de Bouira, notamment au niveau de Djebahia, sont «à un stade avancé avant le début des travaux», a ajouté M. Si Chouaib, précisant que les travaux de maintenance des tronçons des wilayas de Aïn Defla et Sidi Bel Abbès sont actuellement en cours. Par ailleurs, en plus des opérations de maintenance des tronçons endommagés, l'ADA a lancé des appels d'offres nationaux pour désigner les entreprises qui se chargeront des travaux d'entretien et de maintenance des joints de chaussée des ouvrages d'art, dans l'objectif d'assurer la continuité des conditions de sécurité routière pour les usagers de l'autoroute, a ajouté le responsable.

Et après avoir récemment effectué la maintenance de sept sorties de secours, selon le directeur général, l'entreprise a lancé des consultations pour désigner les entreprises chargées du renouvellement de la signalisation horizontale et du marquage tout au long de l'autoroute. M. Si Chouaib a également souligné que l'entreprise était en train de réaliser des études d'expertise en s'appuyant sur des laboratoires et des bureaux d'études, permettant de programmer des opérations de maintenance sur l'autoroute. Par ailleurs, des équipes qualifiées veillent à assurer l'entretien périodique des tunnels et à intervenir en cas d'incident à l'intérieur de ces derniers.

R.E.

ALGÉRIE POSTE

Cérémonie de distinction des lauréats de la 1ère édition du challenge «InnovPost»

Algérie Poste a organisé, samedi à Alger, une cérémonie de remise des prix aux lauréats de la 1ère édition de son challenge intitulé +InnovPost 2024+, placé sous le thème "Vers une poste connectée et innovante", et ce, en marge des activités de la 3e Conférence africaine des Start-up, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, qui a affirmé dans une allocution prononcée à cette occasion, que cet évènement "témoigne du développement du secteur de la Poste et de son ouverture pour être en phase avec la nouvelle ère, et faire face ainsi aux défis de l'heure, notamment l'intelligence artificielle". Le ministre a salué par la même occasion, la participation massive à cet évènement, se disant fier des jeunes talents qui ont concouru dans différents domaines de la compétition. A cet égard, le ministre a annoncé qu'une "2e édition de cet évènement sera organisée pour donner un nouvel élan au challenge dans ce domaine". De son côté, le directeur général d'Algérie Poste, Louaï Zidi, a souligné que ce concours "s'inscrit dans le cadre de la vision éclairée d'Algérie Poste, en tant qu'entreprise citoyenne visant à renforcer la transition numérique et à soutenir l'entrepreneuriat et l'innovation en matière des services postaux et financiers". Il a également affirmé l'attachement de l'entreprise à adopter les solutions techniques modernes pour améliorer la qualité du service public et partant, assurer au citoyen des services modernes et sûrs répondant à ses besoins. La cérémonie a été marquée par la distinction de 16 équipes, classées selon 6 thématiques dédiées aux étudiants et aux start-up.

14e SALON NATIONAL DE L'INNOVATION

Lancement d’un réseau du Centre d’Appui à la technologie et à l’innovation spécialisé dans les sciences pharmaceutiques

Un réseau du Centre d'Appui à la technologie et à l'innovation (CATI) spécialisé dans les sciences pharmaceutiques (CATI Pharma) a été lancé samedi depuis l'Université Salah-Boubnider (Constantine3) à l'occasion de l'ouverture du 14ème Salon national de l'innovation. Le CATI Pharma implanté au Centre de recherche en sciences pharmaceutiques (CRSP) de Constantine opérera en coordination avec l'Université Salah-Boubnider (Constantine3), a souligné le directeur du CRSP, Pr Abdelhamid Djekoune, affirmant que tous les moyens humains et logistiques nécessaires seront mobilisés pour un meilleur accompagnement de ce CATI spécialisé. Dans ce cadre, le directeur général de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), M. Abdelhafid Belmehdi, a indiqué que le lancement de ce CATI spécialisé en sciences pharmaceutiques reflète l'engagement des établisse-

ments de recherches et d'innovation à être au diapason des décisions stratégiques prises par l'Etat algérien pour un développement économique fiable et durable et vise également à rapprocher la société industrielle de la recherche scientifique. Il a précisé que la création à Constantine du CATI spécialisé en pharmacie a été motivée par la réputation de cette région considérée comme un pôle d'excellence en matière de pharmacie et également par la détermination de l'université Constantine 3 et du CRSP à encadrer scientifiquement les avancées économiques réalisées dans ce domaine pour une meilleure performance. La mise en place de ce CATI spécialisé "deuxième du genre à l'échelle nationale" après le réseau de CATI spécialisé dans les technologies et énergies vertes (CATI-ECO) lancé depuis Constantine en avril 2024, s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du réseau national de CATI autour

de créneaux thématiques principaux répondant aux exigences du développement scientifique et aux besoins du marché, a-t-on rappelé. La 14ème édition du Salon national de l'innovation SA-innov a été ouverte samedi à l'université Salah Boubnider (Constantine3) avec la participation de plus de 100 inventeurs venus des quatre coins du pays qui concourent pour le prix des 3 meilleures inventions de l'année 2024 organisé chaque année par l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) à l'occasion de la journée nationale de l'innovation (7 décembre), a indiqué M. Belmehdi. Placé sous le slogan "quand l'industrie et la recherche scientifique se rencontrent", ce Salon nationale devant se poursuivre jusqu'au 9 décembre courant présentera des innovations technologiques et industrielles, notamment dans le domaine de la mécanique, l'électronique et l'électricité, entre autres.

PROMOTION DE L'EMPLOI ET LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Les efforts de l’Algérie mis en avant par le ministre du travail

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentaleb, a reçu, à Alger, le ministre des Petites et moyennes entreprises et de la Promotion de l'Emploi de la République du Bénin, M. Modeste Kérékou, en marge de sa participation à la 3e édition de la Conférence africaine des start-up, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, M. Bentaleb a mis en avant "les efforts consentis par l'Algérie dans la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage", soulignant "les politiques nationales algériennes visant à promouvoir l'emploi et à réduire le chômage à travers des programmes innovants encourageant l'investissement dans les ressources humaines que recèle l'Algérie, selon les différents dispositifs et mécanismes mis en place, ce qui contribue à la réalisation du développement durable et à la résorption du chômage". A cette occasion, il a évoqué "les initiatives et programmes adoptés pour inciter les jeunes à investir le marché du travail, et l'allocation chômage destinée aux jeunes à la recherche d'un emploi pour la première fois, en accompagnant les bénéficiaires avec des formations qualifiantes". Il a également évoqué "les programmes visant à encourager l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat en instituant un congé pour création d'entreprise au profit des travailleurs salariés". Le ministère du Travail a commencé à "traiter les conséquences pouvant affecter le marché du travail en raison de l'utilisation massive de l'intelligence artificielle dans le domaine économique", a fait savoir M. Bentaleb, réaffirmant "l'engagement de l'Etat à réunir toutes les conditions permettant de booster l'économie nationale, en focalisant sur le soutien aux PME en tant que vecteur de création d'un emploi durable et de développement économique".

Il a, en outre, rappelé "l'engagement de l'Etat algérien à garantir une protection sociale solide et inclusive au travailleur algérien, tout en veillant à préserver sa dignité, dans le cadre d'une justice équilibrée entre l'employeur et l'employé, et le Gouvernement, conformément aux principes de l'Etat social". "Le système de la sécurité sociale algérien couvre neuf (9) risques stipulés par la Convention 102 de l'Organisation internationale du travail (OIT), permettant à 30 millions d'Algériens de bénéficier des prestations de la sécurité sociale à des taux élevés", a-t-il ajouté. Par ailleurs, le ministre algérien du Travail a mis en avant les efforts inlassables déployés

pour améliorer le climat syndical en Algérie avec ses différentes composantes, "en protégeant le droit à l'exercice syndical qui a enrichi le dialogue social que l'Etat œuvre à renforcer". De son côté, "le ministre des PME et de la Promotion de l'Emploi de la République du Bénin a salué l'expérience algérienne réussie en matière d'emploi et de résorption du chômage", exprimant son souhait de "renforcer les moyens de coopération bilatérale et de bénéficier de l'expertise de l'Algérie" qu'il a qualifiée de "pionnier dans ce domaine", et ce, en vue de soutenir les politiques d'emploi de son pays.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 08 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Décembre 2024

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كـكـلـغـ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	72	84	60	البطاطا	خضراوات
	Tomate	74	82	66	الطماطم	
	Oignon sec	49	55	42	البصل الجاف	
	Ail sec	466	534	397	الثوم الجاف	
	Carotte	70	79	60	الجزر	
	Navet	82	91	72	لفت	
	Choux fleur	71	80	61	قرنبيط	
	Choux	73	82	64	الكرونب	
	Courgette	128	142	114	الكوست	
	Haricot vert	150	166	134	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	90	103	76	الخس	فواكه طازجة
	Clémentine	145	190	100	المكايمنتين	
	Orange	125	165	85	البرتقال	
	Citron	143	163	122	الليمون	
	Pomme locale	369	477	260	التفاح المحلي	
	Datte	503	628	379	التمر	
	Grenade	155	182	128	الريمان	
Produits d'origine animale	Banane	463	476	449	البوز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1776	1907	1646	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	413	426	400	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	93	99	88	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	425,00	0,00	-0,18	-0,67	8,20	7,06	312	132 600,00
BIOPHARM	BIO	2 320,00	2350,00	+1,29	1,65	2,14	7,05	7,66	62	145 700,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 258,00	2240,00	-0,80	-1,18	-1,98	11,78	5,58	400	896 000,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,61	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,60	2,03	-	0	0,00

INTÉGRATION DE L’IA DANS L’ÉCONOMIE, INNOVATION, COMPÉTITIVITÉ

L’Algérie adopte une stratégie nationale

L’Algérie se positionne aujourd’hui comme un acteur clé dans la transformation numérique du continent africain. Avec le lancement de sa première stratégie nationale pour l’intelligence artificielle, le pays amorce un tournant décisif dans son développement technologique. Cette initiative ambitieuse repose sur des axes stratégiques solides visant à intégrer l’intelligence artificielle dans divers secteurs économiques, stimuler l’innovation et renforcer la compétitivité à l’échelle nationale et régionale, comme l’a expliqué Nassima Arhab, Secrétaire Générale du Ministère de l’Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises.

Par Mourad A.

Dans cette dynamique, l’Algérie a franchi une étape décisive en dévoilant la première version de sa stratégie nationale pour l’intelligence artificielle, a souligné Mme Arhab lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale. Cette annonce a été faite lors de la cérémonie de clôture de la 3e Conférence africaine des startups, marquant un moment clé de la conférence. Cette initiative repose sur des axes essentiels, tels que le renforcement des infrastructures technologiques, l’élaboration de cadres juridiques adaptés, la sécurisation de l’utilisation de l’IA et la mise en place de formations spécialisées. L’objectif principal est de bâtir un écosystème durable où l’intelligence artificielle est intégrée dans différents secteurs, contribuant ainsi à stimuler l’innovation, à renforcer la compétitivité économique et à accélérer la transformation numérique du pays. Ce projet s’articule également autour de six axes majeurs, qui incluent la recherche scientifique, la création d’un environnement favorable à l’IA, et le soutien au développement des capacités locales dans ce domaine. Parallèlement à ces efforts, l’Algérie complète sa stratégie par un soutien ciblé aux startups, notamment à travers la proposition d’un fonds africain pour financer les projets liés à l’IA. Cette initiative s’inscrit dans une vision plus large visant à retenir les talents africains et à encourager leur retour et leur implication locale. « Plus de 120 experts algériens, y compris des membres de la diaspora, ont été mobilisés, certains exprimant leur volonté de

revenir investir dans le pays », a déclaré Mme Arhab, précisant que « ce rapprochement entre talents locaux et expatriés témoigne d’une ambition commune de dynamiser les projets technologiques et de renforcer la coopération régionale, comme l’illustre la signature d’un mémorandum d’entente avec l’Afrique du Sud, facilitant les échanges entre startups et investisseurs africains. » Cependant, plusieurs défis demeurent pour la pleine réalisation de ces ambitions, notamment l’accès au financement, les infrastructures insuffisantes et le manque de sensibilisation aux opportunités technologiques. Pour surmonter ces obstacles, des solutions ont été proposées, telles que la diversification des sources de financement, la création d’une bourse pour les startups et l’intégration de solutions technologiques dans le cadre du développement durable. « Ces mesures visent à garantir la pérennité des projets tout en renforçant leur compétitivité », a-t-elle ajouté.

Pour une coopération renforcée entre l’Algérie et l’Afrique

Sur le plan continental, Mme Arhab a indiqué que l’Algérie joue également un rôle clé dans l’adoption d’une stratégie continentale unifiée pour l’intelligence artificielle, visant à renforcer la coopération entre les pays africains. « Cette initiative a pour objectif de créer un cadre réglementaire commun pour la gestion des données, la protection de la vie privée et le respect des principes éthiques. Elle vise à favoriser un développement tech-

nologique équilibré et inclusif sur le continent, permettant à l’Afrique de tirer pleinement parti des opportunités offertes par l’IA », a-t-elle expliqué. De son côté, le Pr Merouane Debbah, président du Conseil scientifique de l’intelligence artificielle, a souligné lors de la cérémonie de clôture de la 3e Conférence africaine des startups que l’adoption de cette stratégie par l’Algérie permet de réduire la dépendance aux technologies importées et d’assurer un leadership africain dans ce domaine. L’objectif est d’offrir des solutions algériennes adaptées aux besoins locaux et de mettre en place des centres de données, tout en définissant des secteurs prioritaires pour l’utilisation de l’IA, tels que l’agriculture, la santé et l’industrie. Pour la mise en œuvre de cette stratégie, les autorités publiques ont affecté un budget spécial, consolidant ainsi la position de l’Algérie comme un leader de l’IA en Afrique. L’économie de la connaissance et l’intelligence artificielle se positionnent ainsi comme des leviers essentiels pour renforcer la compétitivité économique, créer des emplois et générer de la richesse. La Conférence africaine des startups, l’un des plus grands événements consacrés à l’innovation en Afrique, a illustré cette dynamique. En réunissant 25 000 participants, 500 startups, 100 investisseurs de 50 pays africains, ainsi que des délégations officielles et des experts internationaux, cet événement a mis en lumière l’importance de l’innovation technologique pour le développement économique et social du continent, soulignant l’engagement croissant de l’Afrique dans la révolution numérique.

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Les recommandations de la 3^e édition

La 3e édition de la Conférence africaine des start-up, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a pris fin, samedi soir à Alger. Lors de cette rencontre qui s’est tenue au Centre international de conférences (CIC), sous le thème "Ré-imaginer l’Afrique grâce à l’intelligence artificielle", les participants ont examiné, trois jours durant, les opportunités et défis liés au développement de l’intelligence artificielle en Afrique. Ils ont discuté des moyens de transformer les idées novatrices en projets concrets contribuant à la réalisation du développement durable, des résultats de la mise en œuvre de la feuille de route continentale des start-up et de la Déclaration d’Alger pour le développement des start-up en Afrique, adoptées lors des éditions précédentes, et de la mise en place d’une nouvelle feuille de route pour le développement de l’intelligence artificielle (IA) en Afrique. La 3e édition de la Conférence a vu la participation de ministres et de responsables des pays africains et de l’Union africaine (UA) dans le domaine de l’innovation et des start-up, aux côtés de 500 start-up, d’investisseurs et d’experts des quatre coins du continent. Lors de la cérémonie de clôture, "la Déclaration ministérielle d’Alger sur le développement des

start-up et de l’intelligence artificielle en Afrique" a été lue. Les ministres africains ont, ainsi, appelé à l’adoption de politiques continentales unifiées sur l’intelligence artificielle, à même de renforcer la coopération entre les pays africains dans ce domaine en assurant le cadre réglementaire adéquat. Ils se sont, également, félicités des efforts déployés par l’Algérie pour promouvoir et soutenir les start-up africaines en réunissant les principaux acteurs dans ce domaine pour la troisième année consécutive. A cette occasion, l’adoption par l’Algérie de la stratégie nationale d’intelligence artificielle (IA) a été annoncée, et ce, dans le but d’utiliser cette technologie au service des différents secteurs et de s’aligner avec les progrès en matière d’innovation technologique. La Conférence s’est achevée par l’annonce officielle de la nomination de la Secrétaire générale du ministère de l’Economie de la connaissance, des startups et des micro-entreprises, Mme Nacima Arhab, en tant que Secrétaire générale de la Conférence africaine des Start-up, ainsi que la nomination de Yacine Laskri en tant que président de la Fédération africaine des anges d’affaires (African Federation of Business Angels Networks-AFBAN), créée lors de la 2e édition. Dans des déclarations à la presse suite à la clôture des travaux de

la Conférence, le ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah a mis l’accent sur l’importance de miser sur les jeunes, au vu de leurs capacités innovantes. Le ministre a salué les recommandations de la 3e édition de la Conférence, notamment en ce qui concerne le plan d’action de la réunion ministérielle à l’horizon 2063, ainsi que l’accord visant à unifier les efforts des pays africains pour s’appuyer sur l’IA afin de développer les économies des pays du continent. Le ministre a, en outre, salué l’annonce relative à la stratégie algérienne pour l’IA, qui repose sur "les grands efforts des chercheurs algériens", soulignant que l’IA était désormais "une nécessité et non un choix". "Il est nécessaire d’utiliser l’IA de manière optimale pour améliorer la vie des citoyens, résoudre les problèmes des entreprises économiques et passer progressivement d’une économie traditionnelle à une économie basée sur la connaissance et les compétences", a ajouté M. Ouadah. S’agissant du Salon des start-up, le ministre a mis en avant l’importance de cet événement qui revêt une dimension africaine et internationale, notamment avec la participation de dizaines de start-up de 22 pays africains, d’Europe et d’Asie, et plus de 100 start-up algériennes.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE AFRICAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Une réunion-débat interministérielle sur l’IA organisée à Alger

Une réunion-débat rassemblant le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, et ses homologues africains à l’occasion de la célébration de la Journée africaine des télécommunications, a été organisée samedi à Alger, indique un communiqué du ministère. La réunion a vu la participation du ministre des technologies de la Communication de la République tunisienne, Sofiane Hemissi, du ministre de la transformation numérique et de la modernisation de l’administration de la République islamique de Mauritanie, Ahmed Salem Bada, du ministre des postes, des télécommunications, de l’économie numérique et de la transparence de l’Union des Comores, Oumouri M’radi Hassani, du ministre des postes, des télécommunications et de l’économie numérique de la République du Congo, Léon Juste Ibombo, outre la participation de la Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Zerrouki a souligné que "l’Algérie accorde une importance capitale à cet événement, ce qui témoigne de son engagement ferme à soutenir l’action africaine commune dans le domaine des télécommunications et des technologies de l’information", ajoutant que "son activité soutenue au sein des structures de l’Union africaine des télécommunications (UAT), notamment à travers la présidence de la Conférence des plénipotentiaires de cette éminente institution, incarne son rôle central dans le renforcement des efforts régionaux pour accélérer la dynamique d’intégration numérique et favoriser l’innovation technologique". Le ministre a évoqué le slogan choisi par l’UAT pour cette année, à savoir "Accélérer l’adoption de l’intelligence artificielle en Afrique à travers les politiques et l’innovation au service du développement durable", soulignant l’importance que l’Algérie accorde à cette question. M. Zerrouki a rappelé l’allocution du président de la République lors de l’ouverture de la 3e édition de la Conférence africaine des startup, dans laquelle il a affirmé qu’il "faut impérativement intégrer l’intelligence artificielle dans les trajectoires de consolidation de l’économie de la connaissance". De leur côté, "les participants au panel ministériel ont relevé l’importance de l’intelligence artificielle dans le développement économique et social du continent", soulignant la nécessité "d’élaborer des stratégies nationales dans ce domaine, en veillant à aligner les efforts et les cadres stratégiques de l’Union africaine et des initiatives mondiales pour garantir une utilisation harmonieuse et efficace de cette technologie". Ils ont également évoqué les efforts de développement des infrastructures et des services de communication à travers l’Afrique dans l’objectif de "réduire la fracture numérique et de renforcer l’accès équitable à Internet et aux technologies modernes", outre "les efforts de leurs pays en matière de développement de l’intelligence artificielle et de son usage".

R. E.

PRÉVENTION DES
INCENDIES À BLIDA**Récupération de
plus de 13.000
pneus usagés
abandonnés en
pleine nature**

Plus de 13.000 pneus usagés ont été récupérés à travers la wilaya de Blida depuis le lancement, au début de l'été dernier, de la campagne de récupération des vieux pneus abandonnés en pleine nature, a-t-on appris samedi auprès de la Direction locale de l'environnement. "Nos services ont récupéré plus de 13.000 pneus usagés depuis mai dernier, dans le cadre du programme de récupération et de valorisation des déchets initié par la direction pour prévenir les incendies de forêts", a indiqué le directeur du secteur, Ouahid Tchachi. Cette opération a touché les 25 communes de Blida et a été réalisée en coordination avec la Conservation des forêts et les Assemblées populaires communales (APC), est-il précisé. Elle a été "très bien accueillie par les citoyens qui y ont collaboré en informant les parties concernées sur les endroits où se trouvaient des quantités de ces déchets, en pleine nature ou à proximité du milieu naturel", a ajouté le même responsable. La campagne du ramassage des pneus usagés s'inscrit dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les incendies de forêts, car la présence de pneus en pleine nature favorise la propagation du feu. Elle est également inscrite dans le cadre des efforts du ministère de tutelle pour promouvoir l'économie circulaire, et a contribué à la hausse des revenus de l'Établissement public de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique. Cet établissement œuvre également au recyclage et à la valorisation de plusieurs types de déchets, dont le carton, le papier, le verre, les métaux, et les déchets organiques.

OUARGLA

**Intenses efforts pour
diagnostiquer la situation de la
pratique sportive dans le Sud**

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a mis en avant, samedi à Ouargla, les efforts soutenus déployés par les hautes instances du pays pour établir un véritable diagnostic de la situation de la pratique sportive dans le Sud du pays et la prise en charge des attentes de la jeunesse dans ces régions.

S'exprimant en ouverture des travaux d'une rencontre régionale sur "les perspectives de promotion de la pratique sportive dans les wilayas du Sud du pays", tenue à l'institut supérieur de la formation des personnels de l'éducation "Fodil El-Ouartilani", M. Hidaoui a indiqué que le CSJ s'est impliqué, depuis son installation en tant qu'instance consultative, dans le diagnostic et la promotion de la situation de la pratique sportive dans le Sud du pays, à travers des solutions susceptibles de promouvoir le sport et encourager les jeunes à adhérer aux clubs sportifs. Cette rencontre vise à cerner les insuffisances relevées par le mouvement sportif dans le Sud, dont le manque d'infrastructures sportives et d'encadrement, ainsi que les contraintes rencontrées par les gestionnaires du secteur de la Jeunesse et des Sports dans le Sud, en vue de développer les activités physiques et les sports scolaires, collectifs et amateurs, a ajouté M. Hidaoui.

Et de poursuivre : les hautes instances du pays accordent un grand intérêt aux wilayas du Sud, en vue d'assurer l'équilibre régional dans tous les domaines et de permettre aux jeunes de ces régions de mettre en valeur leurs potentiels et talents dans différentes compétitions locales, nationales et internationales. Le ministre de la Jeunesse a invité, à ce titre, les participants à une exploitation optimale de ces rencontres, en vue d'élaborer des recommandations à soulever aux hautes instances, en vue de leur prise en charge, à la faveur notamment de l'existence d'une claire volonté politique. Le programme de cette rencontre, qui a regroupé quelque 130 participants, responsables et représentants du secteur de la Jeunesse et des Sports et d'associations sportives issus de 20 wilayas du Sud, en présence des autorités des wilayas d'Ouargla et Tougourt, comprend l'examen de divers axes. Parmi ces axes, la pratique sportive chez les jeunes à l'ère des nouvelles technolo-

gies, les défis rencontrés en matière d'exploitation des technologies dans le sport, le rôle du secteur de l'enseignement supérieur dans la promotion des activités sportives universitaires au Sud du pays et le rôle des sports récréatifs dans la promotion du tourisme saharien. La rencontre a donné lieu à la mise en place de cinq ateliers dédiés à l'examen, par des jeunes et des experts, des défis rencontrés par les jeunes des wilayas du Sud pour le développement de la pratique des activités physiques et sportives. Intervenant en application du plan annuel du CSJ, ce regroupement a permis également d'exposer certaines questions liées notamment à la situation de la pratique sportive dans le Sud, aux mécanismes de sensibilisation des jeunes sur l'importance des activités physiques et sportives, en plus du rôle des autorités locales et des associations dans l'ancrage et le renforcement de la culture de la pratique sportive

ORAN

**Des mesures pour réparer une panne sur la conduite
d'approvisionnement en eau Tafna-Oran**

Les mesures nécessaires ont été prises pour réparer la panne survenue sur la conduite d'adduction en eau potable Tafna-Oran, qui approvisionne les communes de l'Ouest de la wilaya à partir de la station de dessalement d'eau de mer de la Plage El Hilal, située dans la commune de Sidi Ben Adda (Aïn Temouchent), a affirmé samedi le wali d'Oran, Samir Chibani. Le wali d'Oran, accompagné du wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, s'est rendu sur le site

de la panne, dans la commune d'El Amria, selon les services de la wilaya. M. Chibani a souligné que "les travaux de maintenance ne prendront pas beaucoup de temps", ajoutant que "la Société des eaux et de l'assainissement de la wilaya d'Oran (SEOR) prendra les dispositions nécessaires, en mettant en place un programme alternatif pour garantir l'approvisionnement des citoyens en eau potable". Le wali a également donné des instructions pour informer les citoyens, via

tous les moyens audiovisuels et les réseaux sociaux, des dates de début des travaux, ainsi que des zones concernées par des interruptions dans la distribution d'eau potable. De son côté, le directeur des ressources en eau de la wilaya d'Aïn Temouchent, Boualem Hadjidi, a indiqué que les efforts seront coordonnés avec la Société des eaux et de l'assainissement de la wilaya d'Oran (SEOR), gestionnaire de la conduite Tafna-Oran, afin de réparer la panne dans les plus brefs délais. Il a

précisé que les travaux de maintenance devraient durer environ cinq jours, nécessitant la vidange de la conduite de 1,6 mètre de diamètre, qui s'étend sur environ 35 kilomètres, de la région de "Dzioua" jusqu'au site de la fuite situé dans la commune d'El Amria. Les travaux entraîneront également des coupures d'eau dans cinq communes de la wilaya d'Aïn Temouchent, en plus des communes de l'Ouest de la wilaya d'Oran, a-t-on précisé.

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DU TOURISME À ANNABA

Près de 70 projets et plus de 3.600 emplois à la clé

La wilaya d'Annaba dénombre 69 projets d'investissement inscrits dans le secteur du tourisme pour la réalisation de structures d'accueil d'une capacité de 10.555 lits, apprend-on, auprès du responsable de l'exécutif local, Abdelkader Djellaoui. Dans son allocution au cours d'une journée d'information sur le secteur du tourisme dans la wilaya et ses perspectives, le même responsable a indiqué que les projets d'investissement inscrits à travers les quatre Zones d'Expansion Touristique (ZET) des

communes d'Annaba, de Seraïdi, de Chetaïbi et d'El Bouni devront générer 3.628 postes d'emploi directs en plus d'autres emplois indirects liés au tourisme. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie des autorités publiques de relance des investissements générateurs de biens et services et de la mise en place d'un climat propice aux affaires, le secteur du tourisme dans la wilaya d'Annaba a récupéré une superficie de plus de dix hectares au terme d'une opération d'assainissement ayant

permis la résiliation de six actes de concession pour cause de non-concrétisation des projets, a ajouté le même responsable. Djellaoui a exhorté les porteurs de projets d'investissement touristiques incluant des hôtels, des villages et résidences touristiques, des parcs d'attraction et des espaces des services touristiques à contribuer à donner la dynamique souhaitée au secteur touristique dans la wilaya, affirmant la disponibilité des pouvoirs publics à assurer l'accompagnement et l'appui nécessaires aux investisseurs.

La wilaya d'Annaba, qui compte un parc hôtelier constitué de 47 établissements tous classements confondus, a reçu durant la période de début août à fin octobre passés 1.400 touristes étrangers, note-t-on. Organisée par la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat au siège de la Chambre du Commerce et de l'Industrie Seybouse (CCIS), cette journée d'information a donné lieu également à une exposition sur les activités artisanales dans la région d'Annaba.

Les relations Chine-Inde s'appaisent. Qu'est-ce que cela signifie vraiment ?

Les deux puissances ont décidé de se désengager militairement de leur frontière commune – un premier pas, selon certains. Juste avant le sommet des BRICS de 2024, qui s'est tenu la semaine dernière en Russie, le ministère indien des Affaires étrangères a fait une annonce : un accord de désengagement historique entre l'Inde et la Chine.

Par Kudrat Wadhwa (*)

Selon cet accord, les deux parties réduiront le nombre de leurs troupes aux deux points de friction non résolus à la frontière entre l'Inde et la Chine et reprendront leurs patrouilles habituelles d'avant leur affrontement frontalier meurtrier de 2020. Plus tard, lors du sommet, le Premier ministre Narendra Modi et le président chinois Xi Jinping ont tenu une réunion bilatérale, qui a été beaucoup plus civile que leur réunion de l'année dernière, signalant un dégel dans les relations tendues entre l'Inde et la Chine. Cette nouvelle est particulièrement importante pour les États-Unis, qui se sont rapprochés de l'Inde au cours des dernières décennies, partant du principe qu'il s'agissait d'un partenaire potentiellement puissant pour contrebalancer la Chine.

L'Inde et la Chine entretiennent des relations largement pacifiques, bien que parfois tendues, depuis le milieu du XXe siècle, lorsque l'Inde a obtenu son indépendance des Britanniques et que le parti communiste chinois a créé la République populaire de Chine. L'Inde a été le premier pays non communiste d'Asie à reconnaître la République populaire de Chine (RPC) en 1950. Mais les relations entre l'Inde et la Chine se sont détériorées en 1959, lorsque l'Inde a accordé l'asile au Dalai Lama et lui a permis d'établir un gouvernement tibétain en exil, tout en accueillant des milliers de réfugiés tibétains.

Plus tard, les deux pays se sont affrontés lors de la guerre sino-indienne de 1962, qui s'est terminée lorsque la Chine a déclaré unilatéralement un cessez-le-feu en novembre de la même année, et que les troupes chinoises se sont retirées sur leur position d'avant-guerre. Au fil des ans, l'Inde s'est également opposée à ce que la Chine arme et soutienne le Pakistan, le plus grand adversaire de New Delhi, doté de l'arme nucléaire.

Au cours des cinquante dernières années, sous le règne de Modi, les relations entre la Chine et l'Inde ont connu des hauts et des bas, même si les deux pays continuent à entretenir des liens économiques solides. (La Chine demeure le principal partenaire économique de l'Inde.) Lorsque des troupes chinoises ont pénétré dans des zones traditionnellement surveillées par l'Inde le long de leur frontière contestée, appelée la « ligne de contrôle effective » (LAC), une mêlée a éclaté entre les deux parties dans la vallée de Galwan en juin 2020, entraînant la mort de plus de 20 soldats indiens et d'au moins 4 soldats chinois.

Les Chinois ont justifié leurs actions en



disant qu'ils s'opposaient aux projets d'infrastructure indiens de leur côté du coude de Galwan, tandis que les Indiens affirmaient que le pont qu'ils avaient construit se trouvait à plus de sept kilomètres de la LAC, bien en deçà de la zone qui leur avait été attribuée. L'affrontement a eu lieu au plus fort de la pandémie de Covid et, lorsque l'intrusion chinoise a eu lieu, les principaux médias indiens, qui considéraient généralement le Pakistan comme la plus grande menace pour Delhi, ont attiré l'attention de l'opinion publique sur un autre ennemi : la Chine. Les présentateurs des journaux télévisés ont régulièrement qualifié le SRAS-CoV-2 ou le Covid de « virus de Wuhan », bien que de nombreux experts médicaux aient rejeté ce terme en le qualifiant de xénophobe. En l'espace d'une semaine, le gouvernement indien a interdit TikTok, qualifiant l'application de média social de « menace pour la souveraineté et la sécurité de l'Inde. »

L'industrie cinématographique hindie a suivi le gouvernement : les réalisateurs indiens ont promis de ne pas distribuer leurs films sur le marché chinois. La même tendance a été observée dans les médias chinois, avec le journal nationaliste Global Times en tête. Dans ce contexte, le nouvel accord, ainsi que la rencontre ultérieure entre Modi et Xi Jinping, lors du sommet des BRICS en Russie, pourraient changer radicalement la dynamique entre les deux grandes superpuissances d'Asie. Bien que l'Inde ait connu une croissance économique significative depuis l'arrivée au pouvoir de Modi, les bénéfices ont été inégalement répartis et le taux de chômage du pays reste élevé.

Cela signifie que si l'Inde veut continuer à prospérer, elle a besoin des investissements chinois, selon Sushant Singh, conférencier au département d'études sud-asiatiques de l'université de Yale. Singh, qui a servi dans l'armée indienne pendant 20 ans, a déclaré que la pression croissante exercée par les géants indiens de l'industrie, tels que le groupe Adani, qui souhaitent embaucher des travailleurs chinois et faire plus d'affaires avec le pays en général, pourrait avoir contribué à la détente entre Modi-Xi et l'Inde.

Quelle est donc la place des États-Unis dans tout cela ? « Il n'y a pas de danger à faire trop de cas des efforts déployés cette semaine par Modi et Xi », peut-on lire dans un article publié la semaine dernière par l'Atlantic Council. L'auteur, Frederick Kempe, patron du Council, affirme que pendant des décennies, Washington a vu à tort le reste du monde à travers « le prisme de ses propres ambitions en matière de sécurité » et qu'il est crucial de comprendre la politique étrangère de l'Inde selon son propre point de vue.

L'Inde est membre à la fois de la Quad et de l'Organisation de coopération de Shanghai, et bien sûr des BRICS. Cela correspond également à la position historique du pays pendant la Guerre froide, lorsqu'il a choisi de rejoindre le mouvement des non-alignés, une coalition de pays en développement qui ne souhaitaient pas « choisir » un camp entre le bloc capitaliste dirigé par les États-Unis et le bloc communiste dirigé par l'Union soviétique.

À l'époque, l'Inde penchait davantage pour le socialisme et, sous la Première ministre Indira Gandhi, elle a signé le

traité indo-soviétique d'amitié et de coopération en 1971. « C'est l'héritage d'aujourd'hui. Lorsque Modi embrasse Poutine, il est ancré dans l'expérience soviétique », a déclaré Eric Olander, fondateur du China Global-South Project, un projet qui documente l'influence de la Chine dans les pays du Sud. Bien que la proximité entre Poutine et Modi puisse rendre Washington nerveux, étant donné les déclarations publiques de Poutine et de Xi sur leur volonté de défier l'hégémonie occidentale et d'établir un ordre mondial multipolaire, il est important de comprendre que l'Inde marche à son propre rythme. « L'Inde n'est ni occidentale et ni anti-occidentale », a déclaré le ministre indien des affaires étrangères, S. Jaishankar, lors d'une conférence au début de l'année, ajoutant que les relations de l'Inde avec l'Occident s'amélioreraient « de jour en jour. »

Lors du sommet des BRICS qui s'est tenu la semaine dernière à Kazan, Poutine a dévoilé la proposition de la Russie de mettre en place un système de paiement des BRICS, le BRICS Pay, dans le cadre des efforts plus vastes déployés par la Chine et la Russie pour dédollariser leurs économies. L'Inde, cependant, ne partage pas exactement les mêmes ambitions : pour Modi, il ne s'agit pas seulement d'un désir de s'attaquer au dollar américain, mais plutôt d'un désir d'hégémonie de la roupie indienne, selon Singh. « Une monnaie des BRICS serait le yuan, pas la roupie. Si c'était la roupie, les Indiens l'apprécieraient », a-t-il ajouté.

« En tant qu'Américains, nous croyons encore à un schéma simple de type « bon contre mauvais » : soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous », a déclaré Olander. « Mais l'Inde est profondément attachée à son autonomie stratégique. Je ne vois pas un dirigeant indien s'aligner totalement sur l'une ou l'autre des grandes puissances. »

Selon Singh, le rapprochement entre Modi et Xi soulèvera à Washington des questions sur l'utilité politique de l'Inde pour la grande stratégie des États-Unis, questions que certains secteurs américains se posent déjà. Ils se demanderont : « L'Inde est-elle vraiment la tête de pont, le rempart contre la Chine que les États-Unis recherchent ? » a-t-il déclaré. Ou, comme l'a affirmé Kempe de l'Atlantic Council : « [L'Inde] ne sera ni pro-américaine ni anti-chinoise. Elle agira en fonction de la manière dont elle calcule ses propres intérêts nationaux. »

(*) Journaliste et rédacteur en chef en Inde
Source : Responsable Statecraft
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE

Nouakchott à la recherche d'investisseurs pour un projet minier

Abdallah Ould Ahmed, directeur général de Takamol, a présenté son entreprise en expliquant les étapes du développement du projet Atomai et son importance, à travers une explication détaillée de ses caractéristiques techniques et de sa faisabilité économique, des étapes qu'il a franchies avec succès et de celles à venir. Cette présentation a eu lieu lors des Africa Investment MarketDays, organisés par le Groupe de la Banque africaine de développement dans la capitale marocaine Rabat, en présence de représentants d'organismes de financement et de représentants du Forum africain de l'investissement. Takamol est une société détenue à parts égales par la Société nationale industrielle et minière (SNIM) et SaudiHadid, chargée d'exploiter la mine d'Atomay dans la wilaya du Tiris Zemmour, où le projet vise à produire 10 millions de tonnes de minerai de fer par an. La SNIM, principal partenaire de l'Arabie saoudite dans le projet, est le deuxième producteur africain de minerai de fer avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 14 millions de tonnes de minerai de fer, un chiffre d'affaires de 1,37 milliards de dollars en 2023, et contribue à 37% des exportations du pays, 14% du budget de l'Etat et 9% du PIB. La présentation, destinée à trouver des investisseurs pour financer le projet, s'est déroulée en présence de l'Ambassadeur de Mauritanie à Rabat, du Directeur Général de la Société Nationale industrielle et minière (SNIM), du Directeur Général des Finances et de la Coopération Economique au Ministère de l'Economie et des Finances, d'un représentant de la Saudi Hadeed Company, du Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement, et de quelques hauts responsables de la SNIM.

PAIEMENT DIGITAL EN TUNISIE

Une alternative fiable au chèque

La Tunisie compte environ 6,3 millions de cartes de paiement en circulation et enregistre 121 millions de transactions par carte, chaque année.

Les moyens de paiement numérique offrent une alternative efficace au chèque. Plus fiables et moins risqués, ils ont aujourd'hui le vent en poupe chez les Tunisiens, qui se tournent de plus en plus vers des méthodes de paiement autres que le virement et le chèque. C'est ce qu'a souligné, en somme, Bilel Darnaoui, directeur général de Monétique Tunisie, lors de son intervention dans le cadre du panel «L'adaptation à la nouvelle réglementation des chèques », organisé en marge de la 38e édition des Journées de l'Entreprise, qui s'est tenue récemment à Sousse sur le thème «L'entreprise et les grands changements : adaptation et opportunités». Evoquant les différentes méthodes de paiement, Darnaoui a affirmé que le développement des paiements numériques en Tunisie a connu une évolution signifi-

cative ces dernières années, bien qu'il reste encore des défis à relever pour une adoption plus large.

Les cartes pour retirer de l'espèce

Aujourd'hui, la Tunisie compte environ 6,3 millions de cartes de paiement en circulation. Le chiffre traduit que près de 55 % de la population utilise ce moyen de paiement. Cependant, bien que le nombre de cartes émises soit relativement élevé, l'adoption des paiements numériques par les commerçants reste encore limitée. Le nombre des terminaux de paiement électronique TPE, dont sont équipés les commerçants, ne dépasse pas les 37.000, et seulement 67% d'entre eux sont fonctionnels. En Tunisie, on compte 121 millions de transactions par carte. Au niveau des en-

treprises, seulement 5 % des 800.000 entreprises du pays sont équipées de moyens d'acceptation des paiements numériques, tels que les TPE. Le directeur de la SMT a souligné, par ailleurs, l'évolution du comportement des consommateurs, qui utilisaient auparavant les cartes pour retirer de l'espèce. Aujourd'hui, de plus en plus de Tunisiens les utilisent directement pour régler leurs achats, tant en magasin qu'en ligne. Ce changement de comportement se reflète également dans la croissance du e-commerce, bien qu'il demeure encore timide en Tunisie. En parallèle, le paiement via les portefeuilles électroniques connaît aussi une forte croissance. Darnaoui a rappelé, dans ce contexte, que les paiements via « wallet » se sont multipliés par dix, entre 2022 et 2023, marquant une évolution notable dans l'adoption de cette technologie.

EGYPTE

La Banque centrale lance un nouveau service de transferts de fonds instantanés

Ce service s'inscrit dans la stratégie de la Banque centrale visant à améliorer l'infrastructure des services financiers électroniques et à réduire la dépendance à l'utilisation des espèces. La Banque centrale d'Egypte a annoncé le jeudi 5 décembre 2024, avoir lancé un nouveau service de transfert d'argent électronique permettant l'envoi instantané des fonds de l'étranger directement sur les comptes clients de toutes les banques égyptiennes. Le nouveau système permet aux clients d'envoyer et de recevoir de l'argent 24

heures sur 24, et sept jours sur sept, garantissant ainsi un accès immédiat à leur argent, via l'application InstaPay du réseau de paiement instantané (IPN), lancé en mars 2022. Il s'agit d'une plateforme permettant le transfert instantané d'argent en Egypte via le téléphone mobile qui, en deux ans d'activité, a gagné en popularité. Selon la Banque centrale, plus de 11,5 millions de personnes utilisent InstaPay, et le volume des transactions sur cette plateforme devrait atteindre 2700 milliards de livres (54 milliards \$) à fin 2024 contre 815 milliards de

livres en 2023. « La nouvelle fonctionnalité marque une avancée significative dans les transferts de fonds numériques, permettant aux clients de transférer de l'argent de l'étranger vers la République arabe d'Egypte, de manière transparente et continue, afin de répondre rapidement aux besoins des clients à tout moment », indique la Banque centrale d'Egypte. Ce service est lancé dans un contexte où les services financiers numériques connaissent des progrès significatifs en Egypte. Selon les statistiques de la plateforme de réalité virtuelle Ho-

rizon World, le nombre d'internautes dans ce pays d'Afrique du Nord est passé de 21,9 millions d'utilisateurs en janvier 2012 à 75,7 millions en janvier 2022. Parmi eux, 13,7 % investissent et effectuent des transactions bancaires mensuelles via des applications mobiles, tandis que 15% utilisent Internet pour payer divers services. Notons que selon le ministère égyptien des Communications et des Technologies de l'information (MCIT), le nombre d'utilisateurs d'Internet mobile était de 72,38 millions en 2023, soit un taux de pénétration de 72,2%.

ARABIE SAOUDITE

Ryadh dévoile le programme d'action pour la restauration des terres et la sécheresse

L'Arabie saoudite a présenté le Programme d'action de Riyad, une initiative visant à unir les parties prenantes dans la lutte contre la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse. L'annonce a été faite par Osama Faqeeha, vice-ministre de l'environnement, conseiller auprès de la présidence de la CdP16 de la CDB, et responsable du ministère de l'environnement, de l'eau et de l'agriculture, lors d'une allocution prononcée à l'occasion d'un dialogue de haut niveau sur les systèmes agroalimentaires durables. L'ordre du jour s'appuiera sur la dynamique de la COP16 au cours des deux années de présidence, en engageant diverses parties prenantes à produire un impact tangible pour les agriculteurs,

les peuples indigènes et les autres groupes concernés. S'exprimant lors d'un discours liminaire, M. Faqeeha a déclaré : « Si nous voulons accélérer les initiatives de restauration des terres et de résilience à la sécheresse au rythme et à l'échelle requis, il est essentiel que nous continuions à mobiliser et à encourager l'action longtemps après la fin de la COP16 à Riyad, en réaffirmant le leadership de l'Arabie saoudite en la matière, et en laissant un héritage durable de changement mondial. » Le lancement a eu lieu lors de la Journée du système agroalimentaire, l'une des sept journées thématiques de la COP16. L'agriculture, l'un des principaux moteurs de la dégradation des terres, représente 23 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, 80 %

de la déforestation et 70 % de l'utilisation de l'eau douce, selon la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD). La Journée du système agroalimentaire a permis d'aborder le sujet des pratiques agricoles durables, notamment de la santé des sols, des cultures résistantes et de la participation du secteur privé à l'amélioration des systèmes alimentaires. Cette journée coïncidait avec la Journée mondiale des sols, qui souligne l'importance d'une gestion durable de ceux-ci. « Environ 95 % de notre nourriture provient du sol, et pourtant nous continuons à le traiter comme de la terre », a déclaré M. Faqeeha. « Les pratiques non durables entraînent chaque année une perte importante de sol, ce qui aggrave la sécurité alimen-

taire et hydrique mondiale ainsi que les affecte les agriculteurs comme les consommateurs. La Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification estime que d'ici à 2050, les rendements agricoles mondiaux pourraient diminuer de 10 %, les régions les plus touchées connaissant une baisse de 50 %. Les prix des denrées alimentaires pourraient augmenter de 30 % en raison de la diminution des terres arables et de la demande croissante de la population. « Nous n'avons pas besoin de réinventer la roue pour apporter des solutions urgentes », a ajouté M. Faqeeha. « Le réinvestissement des subventions agricoles néfastes pourrait immédiatement soutenir la restauration des terres et réformer les pratiques non durables. »

GUINÉE

Nouvelle place forte de l'exploration d'or en Afrique de l'Ouest

En Guinée, les statistiques officielles montrent que les exportations d'or artisanal représentent 3 à 4 fois celles de l'or industriel. Le succès dans les travaux d'exploration d'or menés ces dernières années par des compagnies peut déboucher sur une croissance de la production industrielle d'or.

La société canadienne Montage Gold, son actionnaire principal la famille Lundin et ses associés, vont acquérir une participation cumulée de 29,9 % dans Sanu Gold. L'annonce faite illustre l'intérêt croissant des compagnies minières pour le potentiel aurifère de la Guinée, pays dans lequel Sanu Gold possède trois permis d'exploration jugés « très intéressants ». Selon Montage, le montant total de l'investissement annoncé en partenariat avec son principal actionnaire et d'autres associés s'élève à 10 millions de dollars canadiens (7,1 millions \$). Montage aura une participation de 19,9 % dans Sanu Gold, contre 10 % pour la famille Lundin et ses associés. Les fonds permettront à Sanu Gold de mener des travaux d'exploration sur les permis d'exploration aurifère de Daina, Diguifara et Ban-tabaye.

En septembre dernier déjà, Sanu Gold avait levé 5 millions de dollars canadiens en bourse, grâce notamment à un investissement d'AngloGold Ashanti, pour mener des travaux d'exploration sur les permis mentionnés ci-dessus. Une autre compagnie présente en Guinée, en l'occurrence Predictive Discovery, a déjà bénéficié en août 2024 de deux investissements de l'australien Perseus Mining, propriétaire de trois mines d'or en Côte d'Ivoire et au Ghana. Les fonds injectés par Perseus lui ont permis de devenir le premier actionnaire de Predictive Discovery qui pilote le projet aurifère Bankan, dans le nord-ouest de la Guinée. Selon l'étude de faisabilité publiée en avril 2024, la future mine d'or Bankan peut en effet livrer 2,81 millions d'onces (80 tonnes) d'or sur 11 ans. Il faut souligner que ces différentes prises de participation dans des

projets aurifères interviennent alors que le cours de l'or est en hausse depuis la pandémie de Covid-19, atteignant ces derniers mois des records inédits. Cela incite les compagnies à des investissements visant à augmenter les réserves d'or qu'elles contrôlent, soit à travers l'exploration ou par l'acquisition de mines d'or. En Afrique de l'Ouest, la Guinée est une destination de choix pour ces investissements, en partie à cause de la faible activité minière industrielle dans le pays, par rapport à son potentiel aurifère. En 2022 par exemple, les statistiques officielles révèlent que les exportations d'or industriel ont atteint 23,77 tonnes, contre 63,48 tonnes pour les exportations d'or artisanal. L'année précédente déjà, les exportations d'or industriel avaient représenté 17,6 % des exportations totales, le reste pour les exportations d'or artisanal.

5G À DJIBOUTI

Un levier pour accélérer la transformation numérique

Le gouvernement djiboutien ambitionne de faire du pays un hub technologique à l'horizon 2035. La ministre déléguée chargée de l'Économie numérique et de l'Innovation de Djibouti a récemment discuté de coopération avec l'Union européenne dans le domaine de la transformation numérique. La société publique de télécommunications Djibouti Telecom a annoncé avoir signé un accord de partenariat avec l'équipementier suédois

Ericsson, le mercredi 4 décembre, pour le déploiement de la 5G dans le pays. « Ouvrant la voie à une connectivité ultrarapide et à des opportunités illimitées », l'avènement de cette technologie pourrait contribuer à accélérer la réalisation des ambitions de transformation numérique du gouvernement djiboutien. « Cette montée en puissance dans le secteur des télécommunications est une condition structurante définie par

l'Agenda 2035 et reprise par les plans stratégiques de développement de Djibouti Telecom. Cette avancée majeure propulsera notre pays au rang des pionniers dans la région et plus généralement à l'échelle continentale », a déclaré l'opérateur Djibouti Telecom dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Dans une étude publiée en 2021, la société technologique américaine Dell Technologies expliquait déjà que la 5G garantit des vitesses de

transmission jusqu'à 100 fois plus rapides que les réseaux 4G ou précédents, ainsi que des latences réduites et un niveau de capacités réseau inédit. Cette technologie ouvrira la voie à des applications encore plus avancées et innovantes, permettant une connectivité accrue en temps réel et à tout moment, facilitant ainsi la transformation numérique de divers secteurs.

BURKINA FASO Hausse attendue de 18 % de la production céréalière en 2024/2025

Au Burkina Faso, les céréales locales constituent la base de l'alimentation de la population. Les prévisions pour la campagne agricole 2024/2025 annoncent des récoltes prometteuses. Au Burkina Faso, la production de céréales est attendue à 6 077 227 tonnes au cours de la campagne agricole 2024/2025, d'après les estimations provisoires du ministère de l'Agriculture. L'annonce a été faite lors du Conseil des ministres qui s'est tenu le jeudi 5 décembre. Le stock annoncé représenterait un accroissement de 18 % par rapport à la récolte de 5,1 millions de tonnes obtenue au cours de la campagne précédente et une hausse de 21,4 % par rapport à la moyenne de production sur les 5 dernières années. Cette perspective de croissance est attribuable aux conditions climatiques favorables dont ont bénéficié les cultures. « La comparaison du cumul pluviométrique du 1^{er} avril au 31 octobre 2024 à celui de la normale [1991-2020] à la même période, fait ressortir une situation pluviométrique similaire à excédentaire dans la majeure partie du pays et déficitaire dans certaines localités », peut-on lire dans le communiqué. Globalement, un tel niveau de récolte permettra, selon les autorités de couvrir la totalité des besoins en céréales du pays avec un surplus de production de 11 %. À titre de comparaison, le taux de couverture des besoins céréaliers lors de la campagne précédente était de 97 %. D'après Ismaël Sombié (photo), ministre de l'Agriculture, le défi sera de garantir une meilleure accessibilité à l'ensemble des consommateurs. « Des mesures sont prises par le gouvernement pour interdire l'exportation des céréales, d'une part, et d'autre part, pour renforcer les capacités de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) ainsi que le contrôle des prix », a d'ailleurs révélé le responsable. Au Burkina Faso, les principales céréales cultivées par ordre d'importance sont le sorgho, le maïs, le mil et le riz.

NIGERIA

12,5 millions \$ pour stimuler les achats de véhicules assemblés localement

Alors que la demande annuelle de véhicules est de près de 720 000 unités, l'industrie locale du Nigeria représente moins d'un cinquième de ce marché. La situation a poussé le gouvernement à initier un fond de crédit dédié à l'achat de voitures construites localement. Au Nigeria, l'État central a lancé un fonds de crédit à la consommation de 20 milliards de nairas (près de 12,5 millions USD) pour permettre aux Nigériens d'acheter des véhicules assemblés localement (voitures, tricycles et mo-

tos), rapporte la presse locale. Le projet proposé par la Nigerian Consumer Credit Corporation (CrediCorp) et le National Automotive Design and Development Council (NADDCC) en est à sa phase pilote et devrait s'intensifier avec plusieurs autres étapes prévues. L'initiative vise entre autres à promouvoir l'industrie automobile locale, en stimulant les achats chez les assembleurs. Le Nigeria est le principal acteur de cette industrie en Afrique de l'Ouest, avec plusieurs entreprises dont le groupe Dangote, et quelques multina-

tionales comme Peugeot, Volkswagen et Toyota. La chaîne de production offre une variété de produits comme des voitures particulières, des camions, des minibus, des tricycles et des motos. Le secteur est cependant confronté à plusieurs défis, comme le faible taux de composants locaux dans le processus de production, le prix encore élevé des voitures assemblées localement, ce qui favorise l'importation de véhicules d'occasion. Le Nigeria est l'un des plus gros importateurs de véhicules d'occasion au monde, avec plus de 200 000 unités par

an. Selon l'International Trade Administration des USA, le Nigeria a un marché de consommation de 720 000 véhicules par an, mais moins d'un cinquième sont fabriqués localement. Les derniers chiffres du NBS (National Bureau of Statistics) indiquent que la valeur totale des importations de véhicules d'occasion du Nigeria a considérablement augmenté, passant de 325,05 milliards de nairas en 2022 à un peu plus de 1000 milliards de nairas en 2023, soit une hausse de 226,46% sur un an.

MALGRÉ L'INCERTITUDE POLITIQUE EN FRANCE

Le CAC 40 gagne 2,65% sur la semaine

L'indice parisien termine la semaine en fanfare à la faveur de chiffres de l'emploi américain plaidant pour une nouvelle détente monétaire de la part de la Fed et de rendements obligataires français qui reculent. Le CAC 40 gagne 1,3% vendredi soir, et 2,65% sur la semaine.

La Bourse de Paris termine la semaine sur une belle note. Le CAC 40 a repris 1,31% à 7.426,88 points ce vendredi, surperformant nettement les autres indices européens. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 s'ad- juge 2,65%. La progression de l'indice parisien s'est confir- mée après la publication du rapport officiel sur l'emploi américain pour le mois de novembre. Selon ce rapport, 227.000 emplois ont été créés le mois dernier aux Etats-Unis, ce qui est supé- rieur aux 220.000 escomptés par le consensus Bloomberg.

Un espoir d'une baisse des taux aux Etats-Unis

Le taux de chômage aux États-Unis a aug- menté de 0,1%, passant de 4,1% à 4,2%, mais "reste significativement en dessous des 4,4% attendus par la Fed (Réserve fédérale améri- caine) dans ses projections de septembre", re- lève Florian Ielpo, responsable de la recherche macroéconomique chez Lombard Odier In- vestment Managers. "Par conséquent, les actions pourraient trouver du réconfort dans la stabilisation économique et la perspective de baisses de taux de la Fed, tandis que les taux d'intérêt pourraient moins apprécier cette situation, compte tenu de ses implications pour le futur cycle d'inflation", poursuit le spécialiste. La probabilité attribuée par les investisseurs à une baisse des taux de la Fed, ce mois-ci, de 0,25 point de pourcentage, ont grimpé à 86,9% après la publication de la statistique contre 71% la veille. Ce qui a rasséréné la Bourse de Paris qui avait déjà commencé la journée de bonne humeur. Les tensions sur la dette française sont descen- dues de plusieurs crans depuis jeudi, à la suite de la chute du gouvernement. Ce vendredi, le rendement sur l'obligation à 10 ans de l'Hexagone recule de 2 points de base (0,02 point de pourcentage) pour s'établir à 2,876%. L'écart ("spread") avec le titre de même échéance de l'Allemagne, thermomètre du stress de marché sur la signature française, s'inscrit à 77 points de base, ce qui très loin de

son niveau de 88 points de base de lundi. Comment expliquer un tel repli? Bloomberg évoque le fait que Marine Le Pen, présidente du groupe Rassemblement national à l'Assem- blée, a indiqué à l'agence qu'un budget pour- rait passer rapidement si le prochain Premier ministre acceptait d'aller moins vite dans la ré- duction du déficit public. "Pour certains, les déclarations de Madame Le Pen concernant la possibilité de passer un budget auraient aussi contribué" à réduire le spread, note Sebastian Paris Horvitz, de LBPAM. "Mais ceci ne semble pas évident", ajoute-t-il. "Le marché a pu craindre qu'il y ait une phase de flottement politique après la motion de censure. Or (jeudi soir) Emmanuel Macron a indiqué qu'il resterait président et qu'il comp- tait nommer un Premier ministre rapidement. Cela montre qu'il y a encore un mouvement politique, ce qui peut rassurer un peu", juge Alexandre Baradez, chef de l'analyste de mar- ché chez IG France. L'expert note par ailleurs que l'impact du res- serrement du spread sur les actions françaises est "mécanique". "Tous les investisseurs le re- gardaient comme le grand baromètre du risque donc mécaniquement cela crée un cou- rant acheteur sur le CAC 40 avec peut-être également des achats opportunistes, car le CAC 40 sous-performe les autres indices euro- péens en 2024", développe Alexandre Baradez.

Un réveil d'Ubisoft

Du côté des valeurs, le luxe était à la fête. Ke- ring a gagné 6%, LVMH 3,5% et Hermès a re- pris 3,2%. La hausse de leurs cours est liée à des anticipations de nouvelles mesures de re- lance en Chine alors que doit avoir lieu, la se- maine prochaine, une importante réunion avec les leaders économiques du pays. "L'idée que la Chine peut en faire plus sur les mesures de relance a porté les actions chi- noises ce vendredi avec un effet d'entraîne- ment sur les actions du luxe", note Alexandre Baradez. Airbus a repris 1,1% après avoir annoncé 84 li-

vraisons d'avions au cours du mois de novem- bre, ce qui obligera la société à cravacher, en ce mois de décembre, pour tenir ses objectifs an- nuels. Ubisoft a bondi de 13,1% sur des informations de l'agence Reuters qui a rapporté ce vendredi que les actionnaires du groupe cherchaient des moyens de structurer une opération de sortie de la cote sans réduire le contrôle de la famille Guillemot. Derichebourg a grimpé de 10,9% après avoir publié ses comptes de son exercice 2023-2024 clos fin septembre. . Une publication qualifiée

"d'excellente", par TP ICAP Midcap. Au rayon des fortes baisses, le titre Atos qui s'est effondré de plus de 98% alors qu'un afflux massif de titres, qui se chiffre en dizaines de milliards d'unités, va survenir dans les pro- chains jours Sur les autres marchés, l'euro perd 0,3% face au dollar à 1,0558 dollar. Le pétrole recule. Le contrat de février sur le Brent de mer du Nord perd 1% à 71,34 dollars le baril tandis que celui de janvier sur le WTI coté à New York re- donne 1,2% à 67,45 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 05 Décembre 2024 Valeur : 09 Décembre 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.4672	133.4822
1	EUR	EURO		140.6611	140.6902
1	GBP	POUND STERLING		169.9353	170.0194
100	JPY	JAPANESE YEN		89.1505	89.1665
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3660	18.3731
1	CHF	SWISS FRANC		151.0152	151.1176
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.8931	94.9308
1	DKK	DANISH KRONE		18.8601	18.8641
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.2319	12.2368
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.0901	12.0952
1	AED	UAE DIRHAM		36.3344	36.3434
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5202	35.5318
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.0397	434.3710
1	TND	TUNISIAN DINAR		41.8508	42.2714
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3637	13.3652
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.2738	27.4136
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3451	3.3555
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		175.3291	175.3291

BARCLAYS

Ces quatre actions françaises à détenir en 2025

La banque britannique a identifié quatorze actions européennes à privilégier pour l'année pro- chaine avec notamment Ferrari et Shell. Quatre actions françaises font partie de sa sélection. Sur quelles actions européennes fau- dra-t-il miser en 2025? La banque Barclays a tenté de répondre à cette question, reconnaissant au passage que la politique de Donald Trump, qui fera son retour à la Maison Blanche en janvier, représentera la plus grande incertitude. "L'élection de Trump constitue un changement de régime pour l'écono- mie et les marchés mondiaux (...) Les perspectives dépendent en grande partie de la façon dont les politiques économiques de Trump se concrétie- ront", a-t-elle écrit dans une ré- cente note. L'établissement a identifié 14 actions européennes sur lesquelles ses ana- lystes affichent une "forte conviction", et ce peu importe les attermoiements de la politique de Donald Trump. Dans cet article nous évoquerons les quatre actions françaises retenues par Barclays, avant de lister succinc- tement les autres titres européens.

Schneider Electric tiré par les méga-tendances

En France, Barclays a opté pour des groupes de qualité, qui semblent pro- gresser, chaque année, peu importe les tempêtes et les marées.

C'est le cas de Schneider Electric et de Saint-Gobain, les deux plus fortes hausses du CAC 40 depuis le 1er janvier. Les deux actions faisaient d'ailleurs déjà partie des meilleures performances de l'indice parisien en 2023. Pour Schneider Electric, Barclays ré- sume ainsi: "toutes les routes mènent à Schneider Electric". Le portefeuille de produits de la société spécialisée dans les technologies d'efficacité énergétique se situe au cœur de mé- gatendances à savoir le développe- ment de l'intelligence artificielle et des infrastructures électriques. Schneider Electric est ainsi bien posi- tionné pour tirer parti de la croi- sance (13% par an d'ici à 2027) des investissements dans les équipe- ments électriques pour les data cen- ters. Barclays pense même que la croissance de Schneider sur ce seg- ment pourrait atteindre 20% par an grâce aux lancements de nouveaux produits ainsi qu'à son offre de logi- ciels et de services associés. "Environ 21% des revenus sont ex- posés aux centres de données et aux réseaux, et Schneider possède le portefeuille le plus complet parmi ses pairs (...) et est bien positionné dans les secteurs à plus forte croissance, à savoir les États-Unis et le refroidis- sement", souligne l'établissement bri- tannique.

Saint-Gobain va encore améliorer ses marges

Pour Saint-Gobain, Barclays met en valeur le "mix" (la répartition) des ventes de la société qui s'avère "at- trayant pour 2025". Le groupe fran- çais offre notamment une exposition plus forte de son résultat d'exploita- tion au marché états-unien que ses concurrents. De plus, ses marchés fi- naux (c'est-à-dire la construction et la rénovation) devraient bénéficier des baisses de taux en Europe. La banque perçoit par ailleurs des premiers signes de surperformance de Saint-Gobain sur les volumes, qui ont commencé à s'améliorer au troi- sième trimestre. Ce qui est notam- ment dû aux métiers à forte valeur ajoutée de l'entreprise, comme sa branche de chimie de construction. En outre, la société a du champ pour améliorer ses marges. "Indépendam- ment des volumes, notre analyse est que Saint-Gobain dispose d'une marge de manœuvre légèrement su- périeure à la moyenne en matière de prix, d'un plan et d'un historique so- lide pour réduire davantage les coûts (nous voyons une marge de manœu- vre en Europe en particulier), tandis que l'amélioration des marges due à la rotation du portefeuille semble sus- ceptible de se poursuivre compte tenu des acquisitions récentes et de l'état de son bilan", développe l'éta- blissement. Barclays voit la marge d'exploitation du groupe se situer "bientôt" autour de "12%-13%".

Hermès est incontournable

Barclays a également sélectionné Hermès et ce bien que son objectif de cours accorde un potentiel limité à l'action. "Dans un contexte de ralenti- sement sectoriel, dû à la prudence des dépenses de luxe de toutes les clientèles et à un environnement ma- croéconomique difficile, notamment en Chine, nous considérons Hermès comme une valeur défensive forte", avance la banque. Ce "en raison de son profil de croissance du chiffre d'affaires plus solide, de la désirabi- lité de sa marque, de son exposition aux clients haut de gamme et de sa marge opérationnelle globalement constante", poursuit-elle. Barclays fait notamment valoir qu'Hermès a entretenu une culture de la rareté qui lui a permis de soi- gner sa désirabilité. "Bien que cela puisse être difficile à suivre, notre en- quête trimestrielle en collaboration avec Vogue montre qu'en Chine, Hermès se classe systématiquement comme la deuxième marque de luxe la plus désirable, devancée seule- ment par Chanel", souligne l'établis- sement. Il en résulte une exposition plus forte à la clientèle locale et moins aux tou- ristes (dont la demande est plus vola- tile) que ses concurrents. Et son mo- dèle d'activité repose davantage sur l'offre que sur la demande pour ses produits. In fine, Barclays s'attend à

ce qu'Hermès affiche une croissance de 13% en 2025 contre 1% pour l'en- semble du secteur du luxe.

Unibail pour son exposition américaine

Le dernier choix de valeur française de Barclays est un peu plus surpre- nant: il s'agit de l'exploitant de cen- tres commerciaux Unibail-Rodamco- Westfield (URW). Le point principal dans sa thèse est qu'URW est forte- ment exposé aux centres commer- ciaux américains, qui représentent 21% de ses loyers nets, et bénéficie- ront ainsi d'une amélioration de la consommation aux Etats-Unis, selon la banque. Il faudra pour cela que la société ne réduise pas massivement son expo- sition au pays via des cessions, comme sa direction prévoit de le faire pour se désendetter. Barclays, elle, incite le groupe à changer son avis. "Nous ne pensons pas que les ces- sions d'actifs permettent d'améliorer sensiblement les ratios d'endette- ment du groupe et estimons qu'elles conduiraient plutôt à une réduction des bénéfices du groupe", fait valoir Barclays. La banque recommande plutôt à URW d'augmenter la valeur de ses actifs et son résultat opéra- tionnel en ayant recours à des acqui- sitions financées par du capital (des actions), par exemple en rachetant les parts de ses partenaires dans des joint-venture (coentreprises).

POUR RELANCER LA NATALITÉ

Tokyo accorde la semaine de 4 jours à ses employés

Alors qu'une crise démographique touche le Japon depuis plusieurs années, la ville de Tokyo souhaite stimuler la fertilité chez ses employés municipaux avec plus de temps accordé en famille.

Le nombre de nouveau-nés en 2024 au Japon devrait atteindre les 685.000, contre 800.000 il y a deux ans, dévoilait le JapanResearch Institute il y a quelques jours. Une baisse de la natalité qui avait poussé la mairie de Tokyo à lancer sa propre application de rencontres en juin dernier. Plus récemment, Tokyo a dit souhaiter accorder une semaine de travail de 4 jours à ses employés municipaux pour stimuler la fertilité avec plus de temps passé en famille. Une mesure déployée en avril prochain à destination des mères qui travaillent pour la mairie afin de booster le taux de fécondité historiquement bas.

Inverser la crise démographique

Ainsi, 3 jours de congés par semaine seraient accordés ainsi qu'un autre dispositif pour les parents d'enfants de la première à la troisième année d'école primaire: ces derniers pourront échanger une part de leur salaire pour obtenir le droit de quitter le travail plus tôt que prévu. "Nous allons revoir les styles de travail... avec flexibilité, en veillant à ce que personne n'ait à abandonner sa carrière en raison d'événements de la vie tels qu'une naissance ou la garde d'enfants", a déclaré la gouverneure de Tokyo YurikoKoike lors de la présentation de son plan mercredi. "Il est désormais temps pour Tokyo de prendre l'initiative de protéger et d'améliorer la vie, les moyens de subsistance et l'économie de notre peuple pendant cette période difficile pour la nation", a-t-elle ajouté. Selon le ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale, le nombre de naissances au Japon atteignait 727.277 l'an passé tandis que le taux de fécondité chutait à 1,2. Une perspective inquiétante alors que le taux de fécondité doit atteindre 2,1 pour permettre à une population de se stabiliser, indique l'ONU. Le taux de fécondité au Japon, qui connaît une chute vertigineuse depuis de nombreuses années, a atteint un nouveau record en juin, alors même que le gouvernement a intensifié ses efforts pour encourager les jeunes à se marier et à fonder une famille. Le gouvernement japonais a donc oeuvré ces dernières années pour inverser la tendance, notamment en mettant en place un congé paternité. Mais c'est bien le sujet du travail qui retient toute l'attention. La culture du travail japonais, avec un nombre incalculable d'heures supplémentaires, mène bien souvent au surmenage, voire au suicide (d'où l'existence du terme "karoshi", qui signifie mourir pour cause de surmenage).

Une culture du surmenage en cause

Pour les femmes nippones, il s'agit donc bien souvent de faire une croix sur leur carrière pour espérer avoir une vie de famille car la pression du monde du travail rend la grossesse ou l'éducation des enfants très intimidantes. Résultat: seulement 55% des femmes au Japon travaillent, tandis que ce taux atteint les 72% chez les hommes. Un écart entre les sexes qui reste plus élevé que dans d'autres pays à revenu élevé, selon la Banque mondiale. Le passage à la semaine de quatre jours de travail fait son chemin en Occident, notamment pour séduire des talents en quête de plus de bien-être au travail. Certaines études pointent également les bienfaits en termes de productivité des salariés grâce à ce système. Mais les entreprises nippones sont plus réticentes, considérant le temps accordé au travail comme une forme de loyauté.

Une culture du surmenage en cause

ADOPTION D'UNE MOTION DE DESTITUTION CONTRE LE PRÉSIDENT YOON

Le parlement sud-coréen échoue

Le parlement sud-coréen a échoué samedi à adopter la motion de destitution du président Yoon Suk-yeol, la plupart des législateurs du Parti du pouvoir au peuple (PPP, au pouvoir) ayant refusé de voter sur cette motion. Après avoir voté contre un projet de loi visant à enquêter sur les scandales impliquant l'épouse de M.

Yoon, la plupart des 108 législateurs du parti au pouvoir ont quitté la salle du parlement. Sur les 300 membres de l'Assemblée nationale, 198 ont voté pour le projet de loi sur l'enquête du procureur spécial sur la première dame, et 102 contre. Au moins deux tiers des députés doivent voter en faveur du projet de loi pour qu'il soit adopté lors d'un nouveau vote. Les membres des partis d'opposition, y compris le principal parti libéral, le Parti démocrate, ont nommé les députés du parti au pouvoir un par un à l'unisson, les appelant à revenir voter. Plus de 200 députés doivent voter "oui" pour que la motion de destitution soit adoptée. Le président du parlement coréen Woo Won-shik, a mis fin au

vote environ trois heures après avoir attendu les représentants du parti au pouvoir, annonçant que la motion de destitution était abandonnée faute de quorum. M. Yoon a déclaré une loi martiale d'urgence mardi soir avant de l'abroger mercredi matin, le parlement ayant voté contre. La révocation a été approuvée lors d'une réunion du cabinet.

CROISSANCE EN EUROPE

L'OCDE abaisse sa prévision à 0,9 % pour la France en 2025

En crise politique, Paris et Berlin devraient enregistrer respectivement 0,9 % et 0,7 % de croissance de leurs PIB l'année prochaine. La croissance mondiale devrait s'afficher, elle, à 3,3 % en 2025, en progression, à la faveur d'un bond de la croissance américaine. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a révisé à la baisse, mercredi 4 décembre, sa prévision de croissance pour l'Allemagne et la France en 2025, tout en remontant celle concernant la croissance mondiale, à la faveur du dynamisme américain. En crise politique, Paris et Berlin devraient enregistrer respectivement 0,9 % et 0,7 % de croissance de leurs PIB l'année prochaine, soit un recul de 0,3 point par rapport aux dernières prévisions publiées par l'institution internationale en septembre. Cela n'empêchera pas la croissance mondiale de s'afficher à 3,3 % en 2025, en progression de 0,1 point à la faveur d'un bond de la croissance américaine, écrit l'institution dans un rapport

publié mercredi. Pour la France, aux prises avec une incertitude politique grandissante depuis des semaines, qui risque d'aboutir mercredi à la chute du gouvernement, mais sur laquelle l'OCDE ne fait pas de commentaire, « les efforts d'assainissement budgétaire qui seront déployés en 2025 et 2026 pèseront sur la croissance et neutraliseront en partie l'effet positif de l'assouplissement de la politique monétaire sur l'investissement résidentiel et celui des entreprises ». Au rang des bonnes nouvelles toutefois, « pour la deuxième année consécutive, la demande extérieure est le principal moteur de la croissance en 2024 » et « la demande intérieure, qui a bénéficié d'un soutien temporaire de la consommation privée au troisième trimestre de 2024 en raison des Jeux olympiques, devrait se redresser à compter de 2025, et s'accélérer à mesure que la désinflation stimulera le pouvoir d'achat ».

Un « risque majeur » de regain du protectionnisme

De son côté, l'Allemagne peine depuis deux ans à se remettre de la crise énergétique déclenchée par l'invasion russe de l'Ukraine, qui a laissé des traces sur son industrie : après avoir subi une récession l'an dernier, Berlin devrait connaître une croissance zéro cette année, avant de redémarrer modestement en 2025, d'après l'OCDE. « L'investissement privé se redressera progressivement, soutenu par l'ampleur de l'épargne des entreprises et la lente baisse des taux d'intérêt, mais l'incertitude liée à l'action publique continuera de peser sur la confiance des investisseurs », écrit l'institution économique, à moins de trois mois d'élections cruciales pour le pays. « Les exportations se redresseront peu à peu, à mesure que la demande des principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne se raffermira », estime encore l'OCDE.

FRANCE

Fitch alerte sur le «paysage politique très fragmenté», qui fragilise la reprise en main des comptes

« La fragmentation de l'Assemblée nationale rend difficile la recherche de compromis sur la consolidation budgétaire », souligne l'agence. L'agence de notation Fitch, qui avait placé en octobre la note de la France sous perspective négative, a alerté vendredi sur les conséquences pour la politique budgétaire française du renversement du gouvernement Barnier. Cela « met en évidence à quel point le paysage politique français très fragmenté peut paralyser la mise en œuvre de la politique budgétaire », avertit Fitch dans un communiqué. Fitch a cependant maintenu à AA- la note de la France. En octobre, elle avait assorti cette note d'une perspective négative, signalant qu'elle envisageait de l'abaisser à moyen terme. « Les paramètres budgétaires du pays, qui sont plus faibles que ceux de ses pairs (...), et ses risques accrus en matière de politique budgétaire ont été des facteurs importants » de cette révision, rappelle l'agence de notation. L'étude du projet de loi de finances (PLF) pour 2025 est gelée après la censure votée mercredi par les députés contre le gouvernement de Michel Barnier, qui l'a conduit à démissionner. Le Président de la République Emmanuel Macron a annoncé que le futur gouvernement déposerait une loi spéciale « avant la mi-décembre au Parlement », tablant sur cet outil législatif rare mais déjà utilisé, pour permettre à l'appareil d'État de fonctionner en l'absence de promulgation d'un budget au 1er janvier. Mais Fitch estime que les partis risquent d'« exploiter le processus à des fins politiques ».

L'objectif de déficit jugé « peu probable »

En outre, « la fragmentation de l'Assemblée nationale rend difficile la recherche de compromis sur la consolidation budgétaire (...). Il est donc très peu probable que la France atteigne l'objectif de déficit de 5% du PIB initialement présenté par (Michel) Barnier », relève encore Fitch. « L'effondrement du gouvernement menace également le plan de consolidation à moyen terme de la France et le respect des règles budgétaires de l'UE », est-il précisé. « Malgré la crise politique, la France n'est confrontée à aucun problème majeur de refinancement sur les marchés obligataires internationaux », mais « des coûts d'emprunt constamment plus élevés ne feraient qu'aggraver les problèmes d'assainissement budgétaire », avertit encore Fitch. Avec un déficit cette année qui devrait dépasser les 6% du PIB, la France affiche la pire performance des Vingt-Sept à l'exception de la Roumanie, très loin du plafond de 3% autorisé par l'UE. Fitch table sur une augmentation de la dette publique à 118,5% du PIB d'ici 2028, et a réduit sa projection de croissance pour 2025 à 0,9% contre 1,2% auparavant.

L'Alpine A110 électrique restera une sportive légère

La prochaine Alpine A110 exclusivement électrique sera lancée en 2026 et devrait être plus légère que ses concurrentes à moteur thermique.

Luca de Meo, PDG du groupe Renault, ne manque ni d'ambition pour son entreprise, ni de panache pour l'exprimer puisque le dirigeant italien a déclaré que la prochaine génération de l'Alpine A110 serait bien 100 % électrique – pas de surprise à cet égard – mais a surenchéri en affirmant qu'elle serait plus légère que ses concurrentes directes... à moteur thermique ! Une déclaration qui ne passe pas inaperçu.

Légereté avérée ou relative ?

Pour appuyer son propos, Luca de Meo fait référence au prototype Alpine A110 E-ternité, présenté en 2022 en prélude du Grand Prix de France de Formule 1, qui était une A110 équipée d'un groupe motopropulseur exclusivement électrique composé d'un moteur de 234 ch et 300 Nm alimenté par une batterie de 62 kWh (celle de la Renault Mégane E-Tech Electric) et associé à une boîte robotisée à double embrayage et 2 rapports. De quoi avancer une autonomie de 420 km (WLTP), une vitesse maxi de 250 km/h et un sprint de 0 à 100 km/h en 4,5 s.

Une électrique performante, soit, cela n'a plus rien de neuf, mais ce prototype d'A110 sous tension surprenait davantage par sa masse annoncée à 1378 kg, soit 258 de plus qu'une A110 « thermique ». Une masse proche celle d'une Porsche 718 Boxster S qui affiche envi-



ron 1355 kg et est créditée d'un 0 à 100 km/h en 5,1 s.

Sachant que la prochaine A110 électrique bénéficiera d'une plateforme dédiée, elle pourrait être plus légère que l'E-ternité et donc plus légère que sa « concurrente thermique ». Soit, mais rappelons que la rivale en question ne sera alors plus disponible avec un mo-

teur à combustion interne et sera commercialisée exclusivement en variantes électriques.

Coupé et Roadster

La nouveauté de cette troisième génération de l'Alpine A110 tient au fait qu'en plus de la version Coupé, le construc-

teur de Dieppe y ajoutera une variante Roadster découvrable, histoire de titiller plus encore la paire Cayman/Boxster. Tout cela sans se départir du style typique de la « berlinette », un élément fondamental pour Luca de Meo. Toujours est-il que nous nous réjouissons de confronter ces deux visions de la sportive « compacte » électrique.

La nouvelle papamobile est un Mercedes Classe G électrique

Le pape François roulera désormais à l'électricité, car sa nouvelle papamobile n'est autre qu'un Mercedes G 580 EQ profondément remodelé, doté d'un mode « saunier » spécial.

Bien que d'autres marques aient également été sollicitées par le passé, Mercedes est un visage familier du Vatican depuis 97 ans. Depuis 45 ans, le chef de l'Église catholique romaine se laisse généralement conduire à bord d'un Classe G fourni directement par Stuttgart. Et cette tradition se poursuit, puisque le pape François a reçu un Mercedes G 580 flambant neuf, remis en mains propres par le PDG Ola Källenius. Le G électrique servira donc de véhicule de service pendant l'année jubilaire 2025, un événement qui n'a lieu qu'une fois tous les 25 ans et qui attire des millions de pèlerins à Rome. La nouvelle papamobile ne se résume pas simplement à un Mercedes G 580 peint en blanc perle et orné des armoiries dorées de l'État de la Cité du Vatican : toute la poupe a été reconstruite, la banquette arrière cédant place à un fauteuil central de luxe, pivotant autour de son axe et monté sur une plateforme, dans lequel le pape François peut s'asseoir. Deux autres sièges se trouvent sur le pont arrière pour d'éventuels passagers (ou gardes du corps?). L'intérieur de la papamobile électrique peut être blanc, mais la moquette à l'ar-

rière est rouge foncé. Mercedes a également développé un toit rigide spécial qui protège les occupants en cas de mauvais temps.

Mode saunier spécial

La nouvelle papamobile s'inspire donc du Mercedes Classe G électrique, qui utilise quatre moteurs électriques pour atteindre une puissance de 587 ch et un couple maximal d'environ 1164 Nm. La batterie du G 580 a une capacité de 116 kWh et promet une autonomie de 470 km, la charge rapide pouvant atteindre 200 kW. Mercedes a développé une série de caractéristiques spéciales tout-terrain, allant du G-Roar et du G-Steering au spectaculaire G-Turn (où ce tout-terrain Mercedes tourne sur lui-même comme un char d'assaut). Il semble peu probable que le pape François utilise un jour cette énorme puissance électrique et ces capacités tout-terrain intelligentes, bien qu'on ne sache jamais ce qu'une personne peut faire pendant son temps libre. Pour la papamobile, Mercedes a développé une sorte de mode « saunier » qui devrait aider le conducteur à conduire très lentement, comme on le fait lorsqu'on se déplace au milieu d'une foule nombreuse. Les équipes de spécialistes de Graz (Autriche), Sindelfingen (Allemagne) et Rome (Italie) ont travaillé de concert sur le projet pendant environ un an.



COUP DUR POUR TIKTOK

L'appli star échoue à faire annuler la loi qui la menace aux États-Unis

Une cour d'appel américaine a validé la loi contraignant ByteDance à céder TikTok avant janvier 2025, sous peine d'interdiction. L'application, qui compte 170 millions d'utilisateurs aux États-Unis, a immédiatement annoncé un recours devant la Cour suprême.

La bataille juridique entre TikTok et le gouvernement américain n'en finit plus. Vendredi 6 décembre, un tribunal fédéral a rejeté les arguments constitutionnels de la plateforme, allant dans le sens d'une législation qui pourrait sonner le glas de l'application sur le sol américain. Les juges ont balayé les objections de ByteDance. Ils ont estimé que les préoccupations de sécurité nationale priment sur les arguments de liberté d'expression. Michael Hughes, porte-parole de TikTok, dénonce une « censure pure et simple », mais l'état se resserre autour de l'application chinoise.

Mais au fait, pourquoi les États-Unis veulent-ils se débarrasser de TikTok ?

Les craintes américaines à l'égard de ByteDance ne datent pas d'hier. Depuis des années, le Congrès et plusieurs administrations présidentielles nourrissent des inquiétudes profondes sur les liens entre TikTok et le gouvernement chinois. L'algorithme de l'application, potentiellement manipulable, représenterait un risque. Les législateurs redoutent que ByteDance puisse partager les données de 170 millions d'utilisateurs américains avec Pékin ou diffuser une forme de propagande. Lors de l'audience de septembre, les avocats du gouvernement ont martelé que l'algorithme, contrôlé par la maison mère chinoise, pourrait influencer subtilement les utilisateurs américains. Les juges ont été particulièrement sensibles à cet argument, reconnaissant la portée considérable de la plateforme tout en soulignant les dangers potentiels d'un contrôle chinois. Dans leur décision, les magistrats ont été sans appel : la loi vise étroitement le problème des connexions de TikTok avec la Chine, sans supprimer de contenu ni imposer un quelconque mélange. « Les citoyens



américains resteront libres de lire et partager autant de contenu qu'ils le souhaitent », ont-ils précisé, balayant ce faisant l'argument de censure. John Moolenaar, élu républicain, a salué cette décision comme « une victoire contre le Parti communiste chinois ».

TikTok face à un avenir incertain entre vente forcée et disparition pure et simple

La balle est désormais dans le camp de ByteDance, qui a fermement déclaré ne pas vouloir vendre TikTok. L'entreprise mise tout sur un ultime recours devant la Cour suprême, consciente que l'enjeu est existentiel. L'interdiction programmée le 19 janvier 2025 bouleverserait un écosystème numérique entier : 170 millions d'utilisateurs seraient privés de leur plateforme fa-

vorite, tandis que des milliers de créateurs et de petites entreprises perdraient un outil de communication vital.

Ironie de la situation, Donald Trump, qui avait initialement tenté d'interdire TikTok lors de son premier mandat, s'oppose aujourd'hui à cette mesure, par crainte de renforcer indirectement Facebook. Les analyses d'experts comme Jasmine Enberg prévoient un séisme dans le paysage des réseaux sociaux : Meta, YouTube et Snapchat seraient les principaux bénéficiaires d'une potentielle disparition de TikTok. Pour les utilisateurs, le flou est total. Certains expriment leur frustration sur la plateforme même, d'autres espèrent encore un miracle judiciaire.

Ce dont ils peuvent être sûrs, c'est que TikTok et le gouvernement américain ne passeront pas Noël ensemble.

WINDOWS

Une faille de sécurité zero-day affecte toutes les versions du système de Microsoft

Une vulnérabilité zero-day particulièrement préoccupante vient d'être identifiée dans l'ensemble des versions de Windows. Cette faille de sécurité permet le vol d'identifiants d'authentification sans aucune action de l'utilisateur, simplement en visualisant un fichier malveillant. Une nouvelle vulnérabilité zero-day vient d'être découverte dans Windows, permettant le vol d'identifiants NTLM par simple visualisation d'un fichier malveillant. Cette faille critique affecte l'ensemble des versions du système d'exploitation de Microsoft, depuis Windows 7 jusqu'à la toute dernière mouture Windows 11 24H2.

Une exploitation particulièrement simple et dangereuse

L'équipe de Opatch, spécialisée dans la création de correctifs non officiels, a mis en lumière cette vulnérabilité préoccupante. Le mécanisme d'attaque est d'une simplicité déconcertante : il suffit qu'un utilisateur visualise un fichier malveillant dans l'Explorateur Windows pour que ses identifiants NTLM soient dérobés. Cette exposition peut survenir dans plusieurs scénarios courants : consultation d'un dossier partagé, branchement d'une clé USB piégée, ou simple visite du dossier Téléchargements contenant un fichier malveillant préalablement téléchargé. Les identifiants NTLM constituent un élément critique du système d'authentification de Windows. Une fois capturés, ces hashes peuvent

être exploités de deux manières : soit pour usurper directement l'identité de l'utilisateur, soit pour tenter de retrouver le mot de passe en clair par force brute. Cette vulnérabilité s'inscrit dans une série préoccupante, étant la troisième faille de ce type découverte en 2024.

Des correctifs en attente

Microsoft a été informé de cette vulnérabilité, mais n'a pas encore publié de correctif officiel. Cette situation n'est pas sans rappeler d'autres failles similaires comme PetitPotam ou PrinterBug qui attendent toujours une correction définitive. Face à cette absence de réponse, Opatch a pris l'initiative de développer un correctif non officiel, disponible gratuitement en atten-

dant une solution pérenne de Microsoft.

Cette découverte intervient dans un contexte où Microsoft prévoit d'ailleurs l'abandon progressif du protocole NTLM, considéré comme obsolète en termes de sécurité. Le géant de Redmond encourage désormais les utilisateurs et les organisations à migrer vers des solutions d'authentification plus modernes et robustes.

En attendant un correctif officiel, les experts recommandent une vigilance accrue, particulièrement lors de la navigation dans des dossiers partagés ou lors de la connexion de périphériques externes. L'application du correctif proposé par Opatch constitue une solution temporaire pour les systèmes critiques.

Hydrogène : un avenir pas si vert pour Renault ?

Renault a voulu se lancer lui aussi dans le secteur des voitures à hydrogène. Mais l'expérience du constructeur automobile n'est pas loin de faire un flop !

Des voitures fonctionnant à l'hydrogène ? C'est un pari que certains ont voulu faire, à l'image de la société française la plus connue dans le domaine, Hopium. Mais si cette dernière fait montre d'une résilience assez remarquable, ça n'est pas le cas de tous les acteurs hexagonaux dans le domaine. Du côté de Renault, on fait ainsi grise mine, avec une filiale qui est à l'heure actuelle loin de fonctionner.

Hyvia serait proche du dépôt de bilan

En 2021, Renault lançait, en partenariat avec le fabricant de piles à combustible Plug Power, une coentreprise du nom de Hyvia. Elle devait permettre au géant français de l'automobile de développer des utilitaires tournant à l'hydrogène.

Malheureusement, le projet semble mal embarqué. Selon des renseignements de l'AFP, la société, installée à Flins (Yvelines), a annoncé aux salariés qu'elle était en cessation de paiement, et qu'elle se dirigeait vers la liquidation judiciaire. Les syndicats CGT et FO ont de leur côté confirmé cette information.

Un marché encore loin d'être arrivé à maturité

Hyvia a expliqué de son côté qu'il ne s'agissait pour le moment que d'un « projet de dépôt de déclaration de cessation de paiements », la direction travaillant ainsi de l'autre côté avec ses deux actionnaires pour trouver d'autres solutions.

Il faut dire que le marché de l'hydrogène est encore lent à se développer. Hopium, par exemple, a pour ambition de commercialiser sa voiture Machina à l'horizon 2028-2030. C'est cette difficulté à voir un marché croître qui serait, selon Hyvia, à l'origine de ses difficultés.

« L'émergence beaucoup trop lente de tous les systèmes de mobilité hydrogène en Europe » obérerait le développement de Hyvia, selon les mots de la direction. Reste maintenant à savoir si Renault va chercher à persister ou non dans cette technologie !

Mots fléchés

Complets	↓							Astique	↓		Île française	↓		Soigner et nourrir les animaux	↓
Il élève des pigeons		Onguent	↓	Excès	↓	Extrémités des skis	↓	Jeune cerf			Économisée			Affluent de l'Hérault	
	→							↓			↓				
Particules infiniment petites		Nouée dans le dos		Élève		Purifié	→					On le fête	→		
	→	↓		↓		Pactoles	→					↓			
Ombrée	→				Écrivain français (Eugène)	→				Bourré comme une huître	→				
Empois					Dépouillement	↓									
	→					Souhaité		Conducteur d'équidés	→						
Côté où le soleil se lève		Esquiver	→			↓				Dedans	→			Epouse d'Athamas	Danse enfantine
	→	Signal sonore pour le départ								Fatalités				↓	↓
		↓	Poissons d'eau douce	→						Soif	→				
			Fermant												
Réplique instantanée	Suivis	→					Première personne du singulier	→			Cent mètres carrés		Drame lyrique au Japon	→	
	Admiratives		↓										Godets		
	↓							Engueulade	→		↓	↓			
								Invectivât							
Trac de l'artiste		Bramer	→				Partie d'une cheminée	→						Princesse hindoue	
	→				Monarque	Territoire montagneux en Algérie		Caillou	→					↓	
								Maison d'Italie							
Malaise		Beau perroquet	→		↓	↓	Chevalier efféminé	→			Roulement sur le tambour	→			Beaucoup
	→						Id est	↓							↓
Picrate		Cordon	→									Titre anglais	→		
		Conteste													
	→	↓	Département	Fleuve français		Lentille bâtarde	→				Affluent du Danube		Niais	Département	
						Divinité du levant	↓								
Allégresse	→		↓	↓						Echassier	→	↓	↓	↓	
Couleur de la ligne dans les Vosges							Actinium			Ville roumaine					
	→				Bonnes reproductrices	→	↓			↓					Crie comme le cerf
					Jadis c'était Tokyo	↓									↓
Rétrocédé		Blague	→			Fredonner	→								
		Examiné				Premier continent connu	↓								
	→	↓					Champion	→			Surface agricole	→			
Connu	→		Élève officier	→			Tramée	→							

TEMPÊTE DARRAGH EN FRANCE

50.000 clients sans électricité

Quelque 50.000 foyers sont privés d'alimentation électrique dimanche matin en Bretagne et en Normandie, dans l'ouest de la France, après le passage de la tempête Darragh, rapportent des médias, citant le gestionnaire du réseau électrique. La Bretagne et plusieurs départements normands avaient été placés en vigilance orange pour vent pour toute la journée de samedi par Météo-France, qui a relevé des rafales entre 100 et 130 km/h sur le littoral. Ces vents violents ont provoqué de nombreuses coupures sur le réseau électrique, souvent liées à des chutes d'arbres sur les lignes. Les vents sont restés forts dimanche matin sur la région normande, ce qui a limité les capacités d'intervention des techniciens mobilisés. La tempête Darragh a également perturbé la circulation des trains sur toute la façade ouest de la France, particulièrement en Normandie où par précaution dès vendredi soir toutes les lignes ont été stoppées pour samedi et dimanche.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 9 décembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



OUARGLA

780 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité

Au moins 780 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électrification dans la wilaya d'Ouargla, dans le cadre des efforts de développement du secteur agricole, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Il s'agit de la réalisation et l'entrée en service de l'électrification de 606 exploitations agricoles, à travers la réalisation d'un réseau de 442 km de basse et moyenne tension, et l'installation de 313 transformateurs électriques, a-t-on précisé. De plus, une opération de raccordement de 174 autres exploitations a été réceptionnée, en attendant la mise en service prochaine de ce réseau, a-t-on ajouté. Ces opérations traduisent les efforts fournis par la Sonelgaz pour s'impliquer dans le développement du secteur de l'agriculture dans la wilaya d'Ouargla, un des pôles agricoles prometteurs du pays. L'entreprise Sonelgaz s'emploie à étendre, en coordination avec les services agricoles de la wilaya, le réseau d'électrification aux différentes exploitations, en application des démarches de l'Etat visant le développement du secteur agricole, a conclu la même source.

UNE RENCONTRE NATIONALE EST PRÉVUE MARDI À DJELFA

La santé animale dans les régions steppiques en débat

Une rencontre nationale sur la santé animale dans les régions steppiques sera organisée mardi prochain dans la wilaya de Djelfa, a-t-on appris, dimanche, auprès des organisateurs de cette manifestation. Organisée à l'initiative du Centre de recherche en agropastoralisme de Djelfa, en partenariat avec le Haut commissariat au développement de la steppe (HCDS), cette rencontre académique verra la participation de professeurs et chercheurs de plusieurs universités nationales, dont celles de Tlemcen, Blida, Alger, Saïda et Djelfa, a indiqué à l'APS le président de ce colloque, Yacine Quintene. Il a ajouté que la rencontre sera axée sur de nombreux thèmes et problématiques, relatifs, entre autres, à l'amélioration génétique du cheptel, les maladies animales, et les menaces qui pèsent sur la santé animale dans les régions steppiques. Les participants à cette rencontre auront également à aborder l'aspect économique de l'élevage animal, à travers un examen de l'état des lieux de la ressource animale locale et sa mobilité sur les marchés, outre l'exploitation de la numérisation pour préserver cette ressource locale à dimension nationale, a souligné M. Quintene. Des chercheurs de Belgique et de France prendront aussi part à cette rencontre, par visioconférence, au même titre que des éleveurs qui représenteront, à l'occasion, leur fédération nationale, et qui seront conviés à exposer les problèmes et défis de cette filière, eu égard aux efforts consentis par les autorités publiques pour assurer la sécurité alimentaire, selon la même source.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Organisation aujourd'hui d'une journée d'information à Alger

La Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption organise, aujourd'hui lundi à Alger, une journée d'information à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption, célébrée le 9 décembre de chaque année, indique dimanche un communiqué de cette instance. Placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, cette journée d'information, inscrite sous le thème "Renforcer la transparence de la vie publique et de la bonne gouvernance : une garantie pour l'intégrité de demain", vise à mettre en exergue "l'importance de renforcer la transparence de la vie publique et la bonne gouvernance", précise la même source. Cela se fait à travers "la mise en œuvre et l'adoption des normes liées à la prévention et à la lutte contre la corruption devant impacter la résolution de la problématique du changement de comportement des individus et des groupes afin de garantir l'intégrité des générations futures à la lumière de la réalisation

des objectifs de développement durable", relève le communiqué. Elle vise également à "souligner l'importance de la déclaration de patrimoine en tant que mécanisme visant à renforcer la transparence de la vie publique", note le communiqué, soulignant que la journée d'information verra la participation de plusieurs experts. Cette journée constitue, en outre, une occasion pour "présenter un bilan des réalisations de la Haute autorité

depuis son installation, dans le cadre des réformes apportées par la Constitution de 2020" et une opportunité pour "renouveler l'engagement de l'Algérie envers ses obligations internationales en matière de prévention et de lutte contre la corruption". La Journée internationale de lutte contre la corruption s'inscrit cette année sous le slogan "S'unir avec les jeunes contre la corruption: garantir l'intégrité de demain", rappelle-t-on.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

L'allocation touristique augmentée à 750 euros

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant plusieurs secteurs et à des questions d'intérêt pour les citoyens. Il a été décidé d'augmenter l'allocation touristique à 750 euros pour les adultes et à 300 euros pour les enfants. Cette décision concrétise l'engagement du président de la République, pris lors de la campagne électorale pour son second mandat. De plus, il a été décidé d'augmenter l'allocation du hadj à 1000 euros, rapporte la télévision nationale. Lors de cette réunion, plusieurs dossiers ont été également examinés, concernant notamment l'état d'avancement des projets ferroviaires et le Plan agricole 2024-2025, indique les services de la présidence dans un communiqué.

TRANSITION

5400 milliards \$ de besoin pour les minéraux critiques

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), près de 800 milliards USD seront nécessaires d'ici 2040 pour l'extraction des minéraux critiques. Le rapport « Shaping The Future of Minerals » du Future Minerals Forum fait une nouvelle estimation en prenant en compte d'autres paramètres. Un rapport du Future Minerals Forum intitulé « Shaping The Future of Minerals » estime que 5400 milliards USD d'investissements seront nécessaires dans les minéraux critiques d'ici 2035 pour soutenir la transition énergétique mondiale. Selon les auteurs, ces investissements aideront à répondre à l'accélération de la demande en cobalt, lithium, nickel, terres rares,

etc., des ressources essentielles aux technologies bas-carbone, notamment les batteries pour véhicules électriques et les énergies renouvelables. Les fonds devront être répartis, apprend-on, entre l'exploration, la transformation et les infrastructures nécessaires pour soutenir ces industries. L'Afrique et une zone élargie englobant l'Asie centrale et occidentale, sont présentées comme une « Super Région » au centre des dynamiques mondiales de la transition énergétique. Cette zone clé abriterait 59% des réserves mondiales de cobalt, 62% de manganèse et 67% de bauxite. Malgré ces atouts, l'Afrique reste sous-exploitée par rapport à d'au-

tres régions comme la Chine et l'Amérique du Sud. La plupart des minéraux extraits quittent le continent sous forme brute, privant les économies locales d'opportunités d'emploi et de revenus significatifs. Dans le cas du cobalt, utilisé pour les batteries des véhicules électriques, 80% du traitement mondial est effectué en dehors de l'Afrique. Le rapport insiste sur la nécessité de transformer localement ces ressources pour en maximiser la valeur. Selon les auteurs, cela pourrait générer des milliers d'emplois dans des secteurs comme la chimie et les technologies vertes, tout en rapportant des recettes qui pourraient être réinvesties dans les in-

frastructures sociales et économiques, telles que les écoles, les hôpitaux et les routes. L'exemple de l'Indonésie, devenue un acteur majeur du nickel grâce à des politiques ambitieuses, est évoqué dans le document comme preuve de la faisabilité d'un tel modèle. En outre, les auteurs indiquent que l'Afrique, avec ses ressources abondantes et sa proximité géographique des marchés européens et asiatiques, apparaît comme une alternative crédible à la domination de la Chine dans le raffinage et la transformation des minéraux critiques, un sujet d'inquiétude pour de nombreuses grandes économies.

Agence

ONPPE

Journée de sensibilisation sur la prévention contre la drogue

L'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE) a organisé, dimanche à Alger, une journée de sensibilisation sur la prévention contre la drogue, avec la participation de représentants de secteurs et d'organismes nationaux, ainsi que de corps de sécurité et d'associations de la société civile. Dans une allocution à cette occasion, la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, a précisé que cette rencontre vise à "examiner des mécanismes pratiques et concrets pour renforcer la prévention contre la drogue", rappelant les programmes nationaux établis et le cadre législatif en

matière de prévention de ce fléau. Mme Cherfi a également fait état d'un projet de convention, qui sera conclu "avant la fin de l'année en cours" entre l'ONPPE et l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT), visant à "renforcer la prévention contre ce fléau à travers la mise en place de mécanismes et de mesures pratiques sur le terrain". Par ailleurs, la responsable a évoqué le plan national de l'enfance 2025-2030, en cours d'élaboration, qui vise à "consolider les mécanismes et les programmes nationaux dédiés à la protection et à la promotion de l'enfance, en impliquant des représentants des différents secteurs concernés, la société

civile et les acteurs engagés dans ce domaine". Mme Cherfi a, en outre, rappelé les mécanismes d'accompagnement mis en place par l'ONPPE dans le cadre de la communication avec les familles sur les questions liées à l'enfance, telles que le numéro vert (11-11) et la cellule d'écoute composée de psychologues, sociologues et médecins. De son côté, le directeur général de l'ONLDT, Farid Mazouni a évoqué la stratégie nationale de lutte contre la drogue, élaborée dans le cadre d'une action coordonnée entre les secteurs, organismes et associations de la société civile.